



Tableau de bord économique des services en France

Juillet 2010

Document réalisé par Coe-Rexecode

Le Groupement des Professions de Services (GPS) a pour ambition d'être l'interprofession des services qui réunit, représente et défend les métiers des services. Ceux-ci sont aujourd'hui un moteur pour la croissance et l'emploi ; ils ont souhaité mieux s'organiser afin de prendre dans la société civile une place à la mesure de celle qu'ils occupent dans l'économie. Ils revendiquent une plus grande visibilité et une plus grande influence au sein de l'organisation patronale nationale, le Medef, ainsi qu'auprès des pouvoirs publics, des parlementaires et des instances européennes et de toutes les organisations professionnelles partenaires des métiers de services au plan national et européen.

Le GPS rassemble cinq grands groupes d'activités :

- Services financiers : assurance, banque
- Services aux entreprises : poste, télécommunications, conseil, formation, recrutement, services informatiques, ingénierie
- Services opérationnels : transport, logistique, location de véhicules, travail temporaire, propreté, sécurité, communication, foires et salons, autoroutes, centres d'appels
- Services aux particuliers et aux personnes : hôtellerie, restauration traditionnelle, restauration rapide, tourisme, services aux personnes (au domicile ou sur lieu de travail), promotion et gestion immobilières, formation professionnelle, santé
- Services aux collectivités : Services à l'énergie, distribution d'eau (et assainissement), collecte de déchets, parkings, transports en commun, restauration collective

Ce « tableau de bord des services » présente la situation du secteur des services marchands (hors commerce). Il s'agit à peu près de l'ensemble des activités de services regroupées au sein du Groupement des Professions de Services (GPS). Outre les services aux entreprises, les services aux particuliers et les activités immobilières, celui-ci compte également les activités financières et de transport. Ainsi, notre agrégat « services » correspond à ce que les nomenclatures standard nomment « tertiaire marchand » hors commerce. Avec 8,8 millions de personnes, ce champ représente 34,3 % de l'emploi intérieur total en 2009 et a généré 47 % de la valeur ajoutée totale (804 milliards d'euros).



Juillet 2010

Redonner confiance

Une nouvelle crise financière, européenne cette fois ci, déclenchée par un endettement public de certains pays jugé excessif par les marchés financiers, succède à la crise mondiale née en 2008. En France, c'est donc le scénario d'une croissance en racine carrée qui se dessine : chute de l'activité en 2008-09, rebond modéré fin 2009-début 2010 suivi d'un tassement en forme de plateau avec une perspective de croissance de 1,6% en 2010 puis 1,3% en 2011 (selon les perspectives Coe-Rexecode).

Les activités de services ont démontré leur capacité d'amortissement et de résistance depuis l'entrée en récession de l'économie française. Leur modèle de développement, basé notamment sur une relation contractuelle durable, l'explique en partie. Le 1^{er} trimestre 2010 reprend le scénario des mois précédents avec une croissance modérée de + 1,2% en rythme annualisé.

Ce chiffre confirme que la franche reprise – attendue par tous – n'est pas au rendez vous de ce début d'année, même si les indicateurs les plus avancés de l'activité des services retrouvent en juin leur plus haut niveau depuis 7 mois.

Comme le rappelle avec humour, Jean-Paul Betbèze, au cœur du débat sur la réforme des retraites, « la croissance n'est pas un acquis social ! ».

Quand on sait que le taux de croissance de l'économie est corrélé au degré de confiance des entrepreneurs, des investisseurs et des consommateurs, on peut se poser la question : et si le climat économique et politique était devenu anxieux ?

Il prévaut un sentiment diffus que les marchés - devenus plus gros que les Etats – amplifient cette perte de confiance : ils s'attaquent à l'Europe, à sa monnaie, à ses Etats membres ... Pris dans la tourmente (pourtant, diriger c'est prévoir !), ces derniers l'amplifient à leur tour par des réactions qui nourrissent l'instabilité juridique, fiscale et économique. Cette remise en cause à chaud du cadre de notre modèle de développement – autant que le flou qui accompagne les réformes pendant plusieurs mois, voire plusieurs années - entretiennent l'anxiété, donc une croissance atone.

Les problèmes ont pourtant été identifiés et posés avant la crise : financement des retraites, déficits des comptes sociaux, endettement public, révision générale des politiques publiques ...

Arrêtons-nous sur le débat récurrent sur les allègements de charges sociales sur les bas salaires. Leur suppression annoncée chaque année, pour être finalement reportée, se traduit d'abord par une réticence à embaucher de la part des entreprises. A l'heure de ces lignes, une modification en profondeur du système semble acquise avec leur annualisation.

Conséquences prévisibles : une sérieuse remise en cause des politiques de rémunération des entreprises, ainsi qu'une interrogation sur le maintien du pouvoir d'achat des salariés rémunérés au Smic ou à des niveaux proches du Smic. Et bien sûr, de nouvelles complexités administratives qui pèsent sur la productivité des entreprises concernées.

Parfois, les décisions se contredisent et font faire un pas en arrière. Le Premier ministre a décidé en juin que le parc des 75 000 véhicules de fonction des ministères et des administrations centrales serait dorénavant géré via la souscription d'un contrat de location de longue durée auprès d'un opérateur dont c'est le métier. Les entreprises applaudissent.

Au même moment, les sénateurs et députés, unanimes, votent une loi portant création de sociétés publiques locales. Le texte prévoit que ces sociétés pourront échapper à tout appel d'offres et ne seront pas concernées par la législation sur les marchés publics. « Il s'agit d'une atteinte grave à la liberté du commerce et de l'entreprise et d'une menace pour des milliers d'entreprises et notamment des Pme qui ont pour "core business" de répondre à ces appels d'offres publics » a déploré Laurence Parisot.

Quelle est la cohérence entre ces deux mesures ?

Les chefs d'entreprises sont habitués à gérer des contraintes de tous ordres pour satisfaire leurs clients : c'est la base de leur métier. Pour autant, dans une conjoncture économique houleuse, la France ne joue-t-elle pas contre son camp lorsqu'elle aggrave l'instabilité de ses réglementations du jour au lendemain ? Certaines mesures ne pourraient-elles pas être programmées dans le temps afin que les chefs d'entreprises les intègrent dans leur stratégie et les déclinent dans leur modèle économique ?

Il faut redonner confiance aux entreprises pour restaurer la croissance.

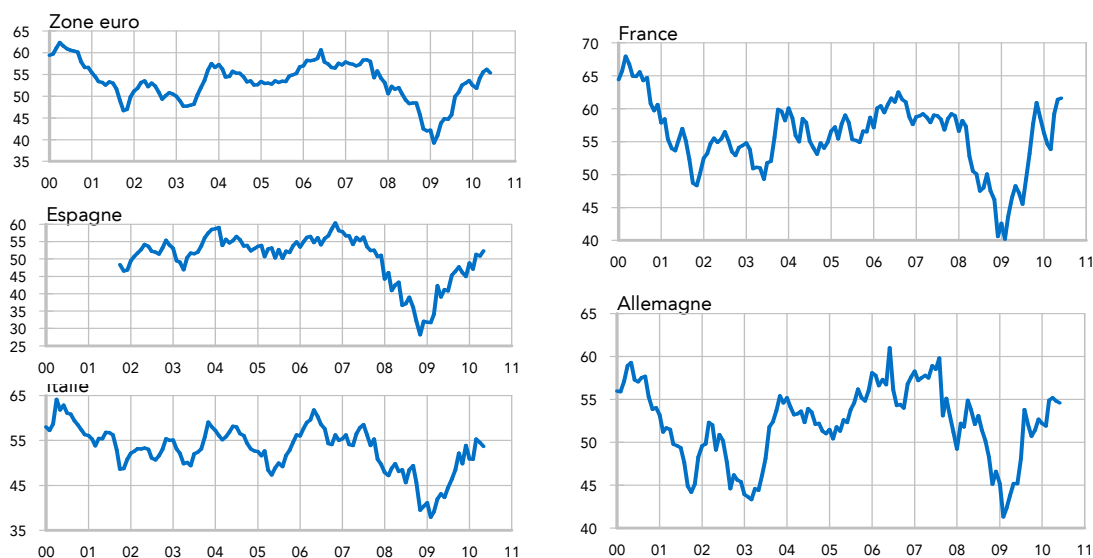
Georges Drouin
Président du Groupement des Professions de Services

Synthèse : Redressement graduel de l'activité des services

L'activité dans le secteur s'inscrit sur une tendance haussière depuis le printemps 2009. La progression de la valeur ajoutée du secteur se fait toutefois à petite vitesse (1,2% l'an au premier trimestre) et le niveau de l'activité se situe encore en retrait de 1,7 % par rapport au pic qu'il avait inscrit début 2008 avant l'entrée en récession de l'économie française. Ce redressement est également hétérogène. Si le chiffre d'affaire de l'activité des services aux ménages et de l'hébergement et restauration est resté quasi stable, celui du secteur des transports et entreposage et de l'information et communication a progressé sensiblement en début d'année. Les résultats des enquêtes de conjoncture, qui tendent à se stabiliser depuis quelques mois, suggèrent que l'activité reste orientée à la hausse mais sans accélération ni rechute.

En dépit du redressement, somme toute modeste jusqu'à présent de l'activité, les secteurs de services sont redevenus créateurs nets d'emplois dès la fin de l'année dernière. Les effectifs des services ont progressé de 1,6 % l'an au premier trimestre, soit 32 000 postes créés par rapport au trimestre précédent. Cette progression, qui a concerné la plupart des secteurs, est accompagnée d'une stabilisation des salaires. La situation de l'emploi demeure cependant fragile. Selon la dernière enquête de l'INSEE réalisée en juin 2010, l'emploi dans les services pourrait ralentir, le solde des opinions des chefs d'entreprise sur l'évolution prévue des effectifs s'étant un peu dégradé. Cette prudence fait écho à la lente amélioration de la situation financière des entreprises du secteur. En particulier, les chefs d'entreprises jugent que leur situation de trésorerie reste encore dégradée même s'ils estiment que leurs résultats d'exploitation (passés comme prévus) se sont améliorés par rapport à leur point bas historique inscrit début 2009.

Conjoncture européenne des services Indice d'activité* de l'enquête PMI



* Un indice supérieur à 50 indique une augmentation de l'activité.

Source : Markit Economics

© Coe-Rexecode

Sommaire du tableau de bord

1. TENDANCES CONJONCTURELLES 2

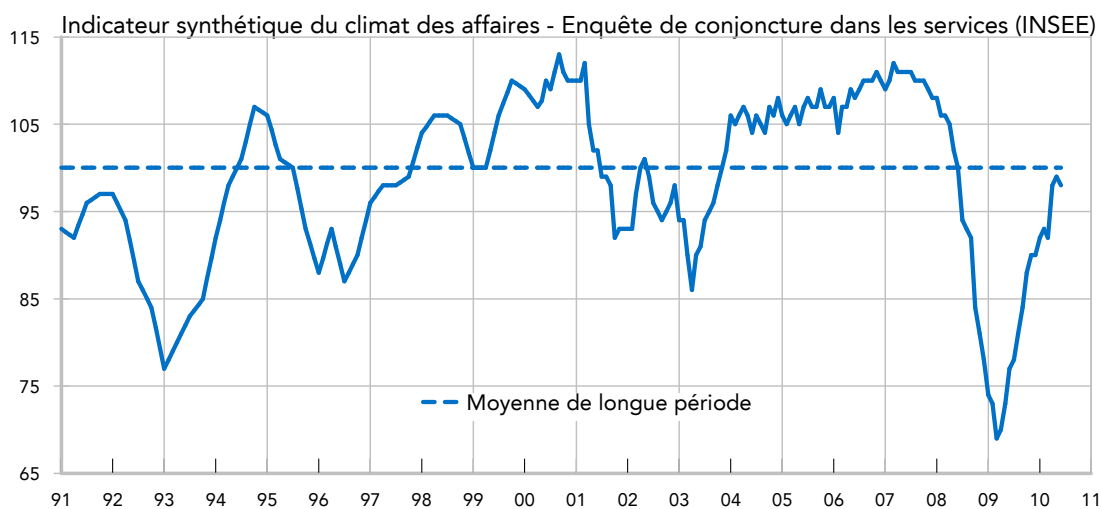
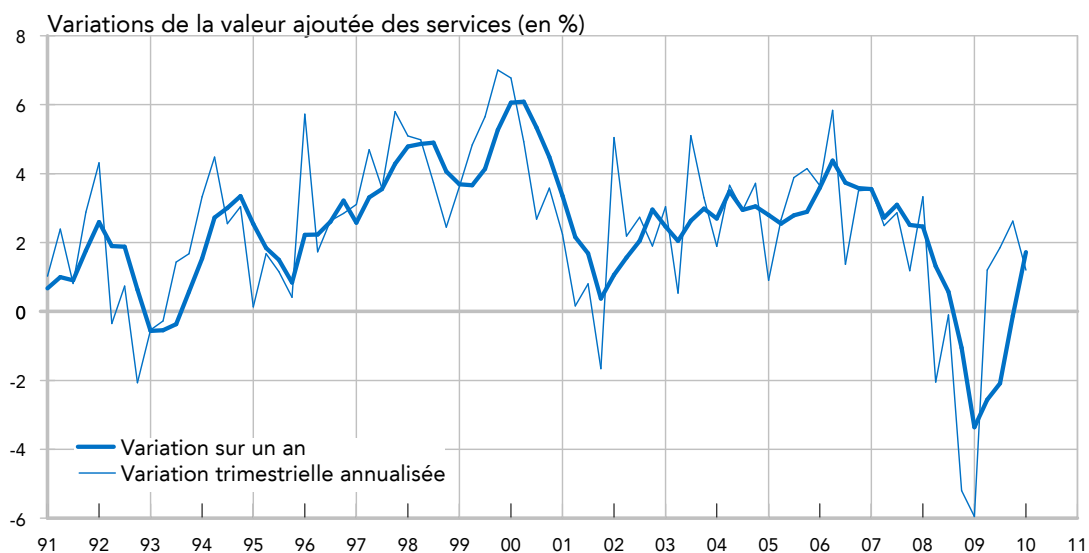
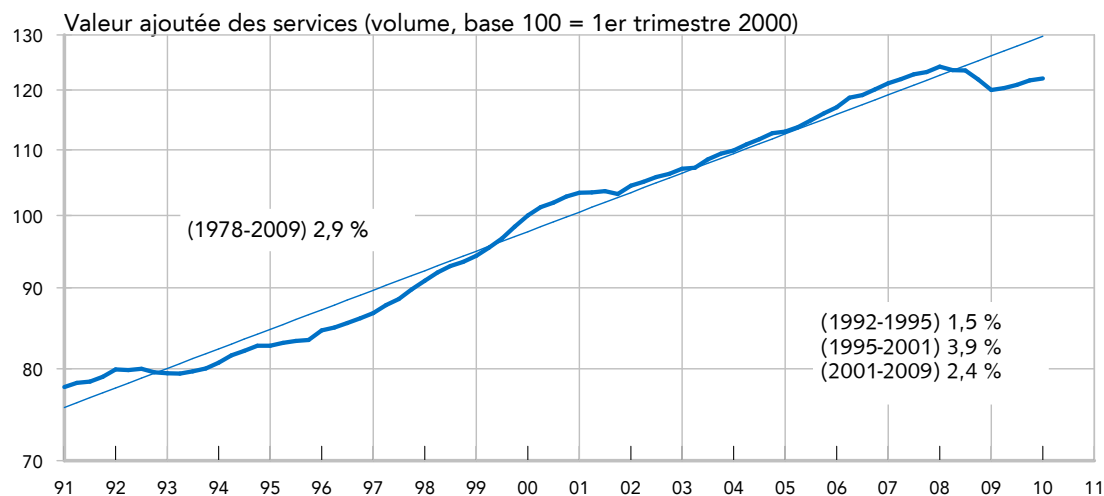
- Modération de la progression de l'activité du secteur des services..... 3
- Des évolutions hétérogènes des chiffres d'affaires 5
- Légère hausse de l'excédent de la balance des services..... 7
- Hausse de l'emploi dans les services 9
- Stabilisation de la progression des salaires nominaux..... 11
- Poursuite du ralentissement des prix des services 13
- Les créations d'entreprises progressent, les défaillances en baisse..... 15
- Stabilisation des résultats d'exploitation 17

2. TENDANCES STRUCTURELLES 18

- Les activités de services (au sens du GPS) ont réalisé près de la moitié de la valeur ajoutée totale en 2009 19
- L'investissement des services a progressé au même rythme que la moyenne de l'ensemble de l'économie 20
- Les services sont principalement orientés vers des utilisations au cours du processus de production 21
- Stabilisation de la part des achats de services dans la consommation des ménages en 2009 22
- Les entreprises de services consomment toujours... des services 23
- Les exportations françaises de services perdent des parts de marché par rapport aux exportations européennes 26

3. SOURCES DES DONNEES 27

Valeur ajoutée des services et enquêtes de conjoncture



Sources : INSEE, Comptes nationaux trimestriels, Enquête de conjoncture dans les services © Coe-Rexecode

Modération de la progression de l'activité du secteur des services

Le rebond de l'activité des services amorcé au printemps 2009 se poursuit. Il a perdu toutefois de la vigueur par rapport à la fin de 2009. La valeur ajoutée du secteur des services (incluant les activités financières et les transports) a progressé de 1,2 % l'an au premier trimestre 2010 contre 2,9 % l'an au trimestre précédent. Sur l'ensemble de l'année 2010, l'acquis de croissance au terme du premier trimestre ressort à 1,2 %. Par rapport aux autres branches de l'économie, le rebond de l'activité des services s'est avéré moins fort que celui observé dans le secteur industriel.

La modération de la progression de l'activité a concerné quasiment tous les secteurs. La valeur ajoutée du secteur immobilier a ralenti à 1,6 % l'an au premier trimestre alors que celle des services financiers s'est modérée à 3,3 % l'an. Les services aux entreprises ont enregistré une hausse de leur valeur ajoutée de seulement 0,8 % l'an. Seuls les services aux particuliers ont connu une légère accélération de leur activité, la valeur ajoutée ayant progressé de 1,9 % l'an au premier trimestre. En revanche, dans le secteur des transports, l'activité s'est contractée de 1,9 % l'an après trois trimestres de hausse consécutifs.

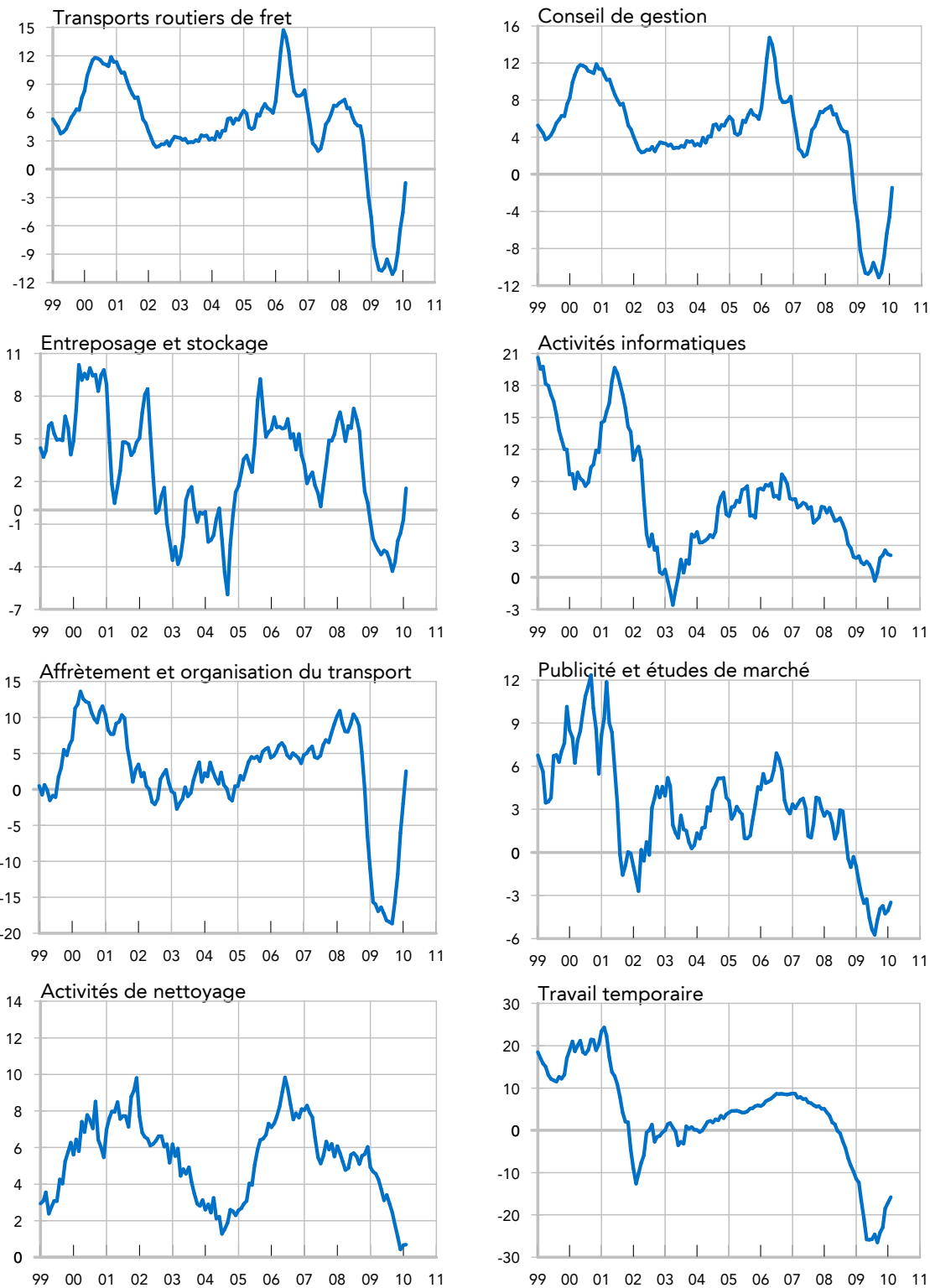
L'activité dans les services resterait orientée à la hausse selon la plupart des enquêtes de conjoncture. Sans franche accélération, sans rechute non plus, selon les résultats d'enquêtes réalisées par l'INSEE auprès des chefs d'entreprise en juin 2010, le climat des affaires dans l'ensemble des services est resté stable. L'activité pourrait s'améliorer pour les mois à venir, notamment dans le secteur d'information et communication, l'hébergement et de la restauration et les activités aux entreprises. En revanche, dans le secteur de transport, des activités immobilières et des activités spécialisées, scientifiques et techniques une modération de l'activité est anticipée par les chefs d'entreprise compte tenu d'une demande moins favorable.

Valeur ajoutée dans les branches de services (volume, indices chaînés)

En %	Tendance 90-09	2008 (var. annuelles, %)	2009 (var. annuelles, %)	2009		2010	1er tr. 2010
				3e tr. (var. trimestrielles annualisées, %)	4e tr. (var. trimestrielles annualisées, %)	1er tr. (var. annuelles, %)	1er tr. 2009 (var. annuelles, %)
Ensemble des branches	2.0	0.4	-2.4	1.4	2.0	0.2	1.2
Agriculture	1.0	2.7	3.4	2.4	2.9	3.9	3.3
Industrie	1.7	-2.3	-10.1	2.5	4.4	3.7	2.9
Construction	0.3	0.0	-4.4	-6.8	-7.1	-8.6	-6.3
Commerce	1.8	0.5	-3.0	0.7	2.1	-3.9	-0.1
Services	2.8	0.7	-1.9	2.1	2.9	1.2	2.0
Transports	3.6	0.2	-3.9	4.2	2.6	-1.9	3.1
Activités financières	2.2	0.6	2.1	5.7	5.7	3.3	5.3
Activités immobilières	2.6	0.7	1.2	2.1	2.1	1.6	2.0
Services aux entreprises	3.3	0.9	-4.9	0.8	3.4	0.8	1.1
Services aux particuliers	2.1	0.7	-2.3	0.7	0.4	1.9	0.3
Education, santé et action sociale	0.9	1.2	0.9	1.9	1.8	-0.4	1.1
Administration	1.3	1.0	2.4	2.2	1.5	1.2	1.9

Sources : INSEE, Comptes nationaux trimestriels

Indices de valeur du chiffre d'affaires de services
(variation sur un an de la moyenne mobile sur 3 mois, en %)



Source : INSEE

© Coe-Rexecode

Des évolutions hétérogènes des chiffres d'affaires

Le redressement des chiffres d'affaires, amorcé au second trimestre 2009, s'est poursuivi début 2010. Toutefois, les indices restent encore inférieurs aux points hauts observés avant la crise dans l'ensemble des secteurs.

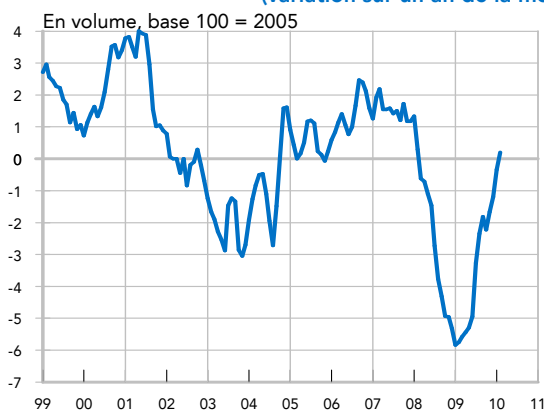
Dans le secteur du transport et entreposage, la hausse du chiffre d'affaires a été de 2,3 % par rapport au quatrième trimestre 2009. Celui-ci dépasse légèrement de 0,3 % le niveau atteint à la même période un an auparavant. L'activité du secteur de transport ferroviaire de fret a été très dynamique, le chiffre d'affaire étant en forte hausse de 14,6 % en glissement sur un trimestre. De son côté, le secteur routier de fret a enregistré une hausse de son chiffre d'affaires de 1,9 % sur un trimestre.

Les ventes dans l'information et la communication ont continué de progresser. Le chiffre d'affaires du secteur a augmenté de 1,2 % en glissement trimestriel au cours du premier trimestre 2010 (-0,1 % par rapport au point haut d'avant crise). Les services de télécommunications ont vu leur chiffre d'affaires progresser de 1,7 % sur la même période. En revanche, le chiffre d'affaires n'a avancé que de 0,8 % et 0,2 % sur un trimestre dans le secteur de traitement de données, hébergement et portails internet et dans les autres services informatiques respectivement.

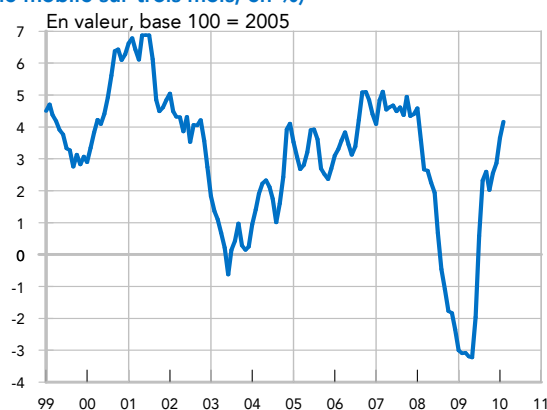
Du côté des services de soutien aux entreprises, la contraction des ventes s'est poursuivie. Le chiffre d'affaires du secteur s'est replié de 0,1 % au premier trimestre 2010 par rapport au trimestre précédent. Sur un an, il est en recul de 2,3 %. Ce repli s'explique par la baisse des activités spécialisées scientifiques et techniques (-0,7 % sur un trimestre) et en particulier dans le secteur d'architecture et ingénierie (-3,2 %). En revanche, les activités des services administratifs et de soutien sont en légère hausse. Au premier trimestre, le chiffre d'affaires du secteur a progressé de 0,9 % sur un trimestre. Il reste toutefois inférieur de 3,1 % de son niveau observé un an auparavant.

L'activité des services aux ménages est restée quasi stable. Au cours du premier trimestre, le chiffre d'affaires du secteur, exprimé en volume, a légèrement progressé de 0,3 % par rapport au trimestre précédent et reste encore inférieur de 0,2 % à celui du premier trimestre 2009. De son côté, le secteur de l'hébergement et restauration a enregistré une légère hausse de l'indice en volume, de 0,2 % sur un trimestre, dépassant de 0,2 % le niveau observé à la même période un an auparavant. L'indice en valeur est, quant à lui, resté quasiment stable (+0,4 % sur un trimestre).

Indices de chiffre d'affaires dans le secteur "hôtellerie et restauration"
(variation sur un an de la moyenne mobile sur trois mois, en %)

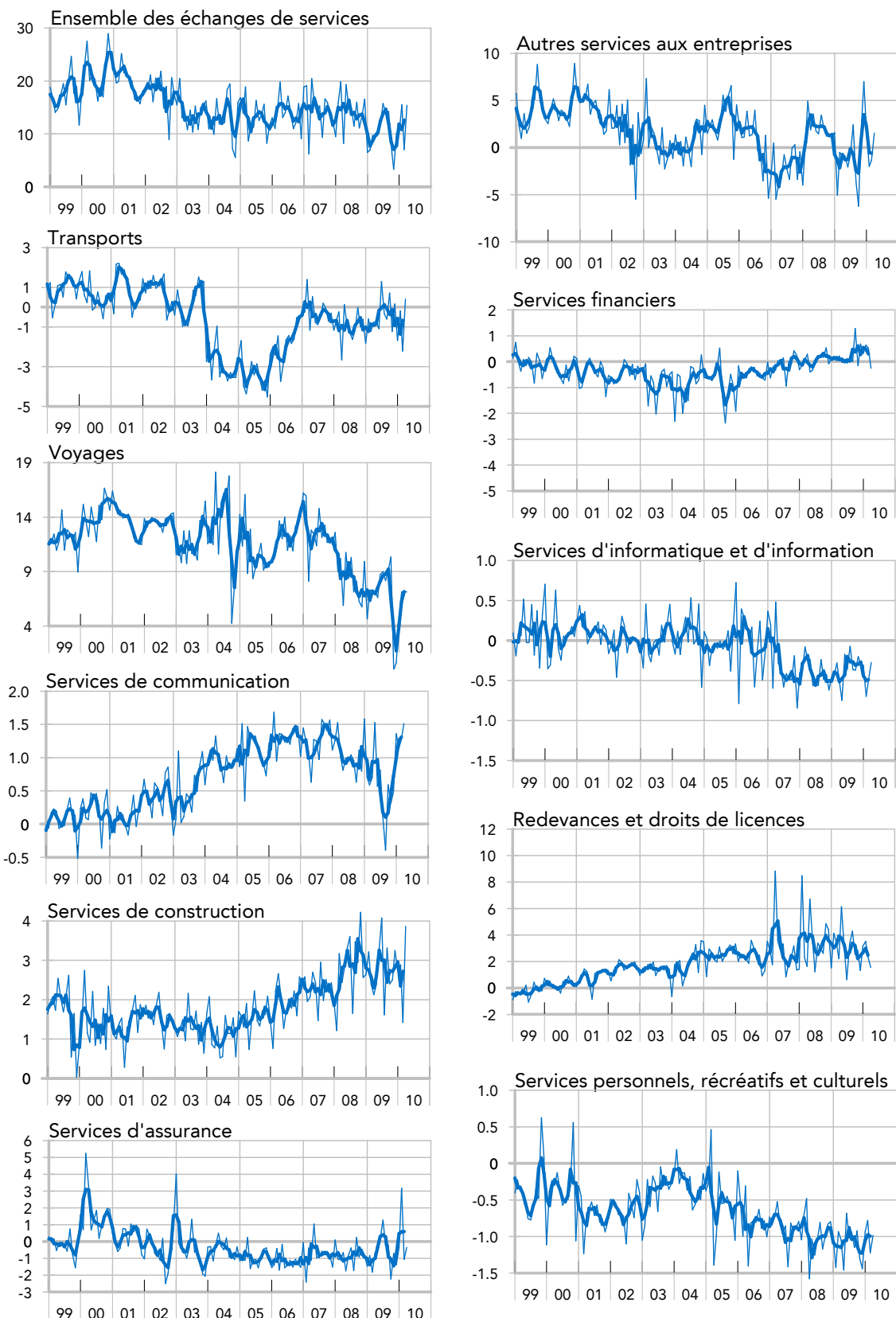


Source : INSEE



© Coe-Rexecode

Solde de la balance des services
(en milliards d'euros au taux annuel, moy. mob. / 3 mois, séries CVS)



Sources : Balance des paiements, Banque de France

© Coe-Rexecode

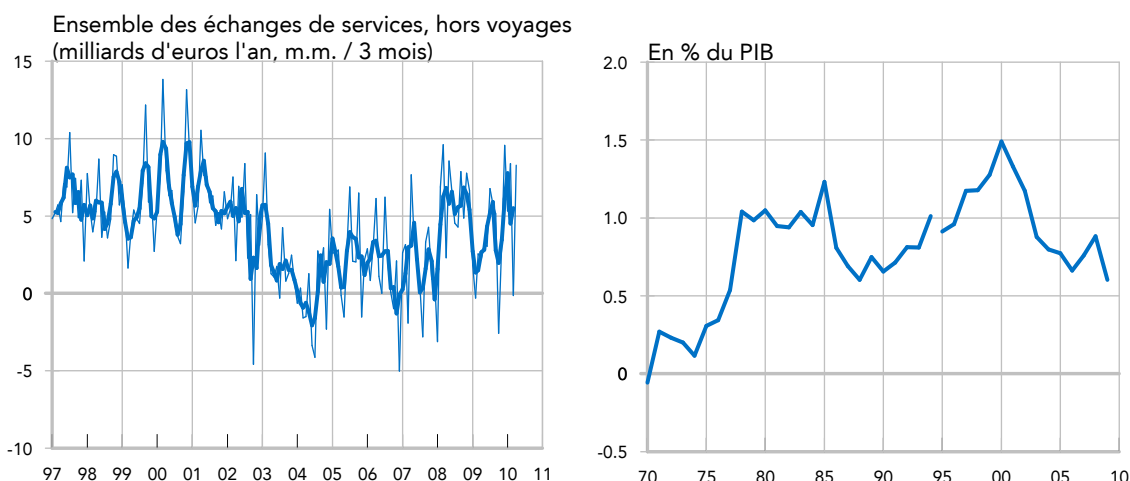
Légère hausse de l'excédent de la balance des services

L'excédent du solde de la balance commerciale des services s'est légèrement amplifié en début d'année. Cumulé sur les quatre premiers mois de l'année, l'excédent commercial de l'ensemble des services est ressorti à 5,1 milliards d'euros l'an contre 2 milliards d'euros observés sur la même période un an auparavant. En 2009, l'excédent des services avait reculé à 10,4 milliards d'euros après 14,5 milliards d'euros en 2008.

La hausse de l'excédent commercial des services concerne en particulier les services hors voyages. Au cours des quatre premiers mois de l'année, l'excédent commercial du secteur s'est élevé à plus de 2,4 milliards d'euros l'an contre un déficit de 1,4 milliard d'euros l'an sur la même période en 2009. En particulier, l'excédent des échanges de services d'assurance, de services de construction et des activités de communication a continué de progresser sur la même période. En revanche, l'excédent commercial des services du voyage est resté stable à 2,8 milliards d'euros l'an entre janvier et avril 2010. De leur côté, les soldes des échanges extérieurs des transports et des services personnels, récréatifs et culturels se sont légèrement réduits.

Les recettes des exportations sont restées quasiment stables. Au cours des quatre premiers mois de l'année, elles ont augmenté de 0,6 % par rapport à la même période de l'année dernière. La hausse des recettes a été particulièrement importante dans les secteurs tels que les transports (+6,2 % sur un an), les services financiers (+20,2 % sur un an) et les services d'assurance (+280,4 % sur un an). Les recettes sont restées en revanche stables dans les secteurs du voyage, les services de locations et les services administratifs. Elles ont fortement baissé dans les activités comme les services de communication (-21 % sur un an) et les services d'informatique et d'information (-23,2 % sur un an).

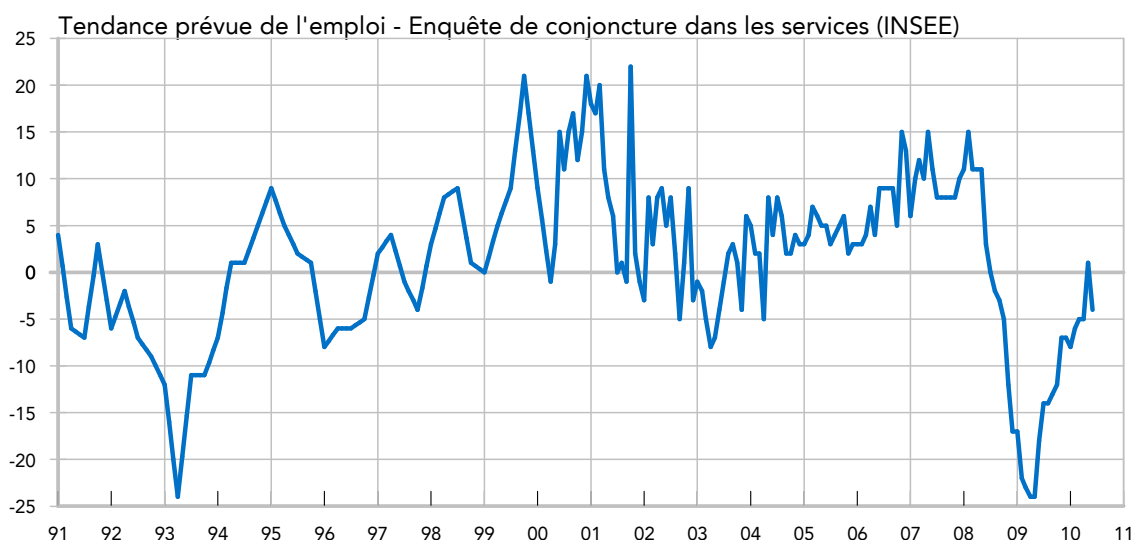
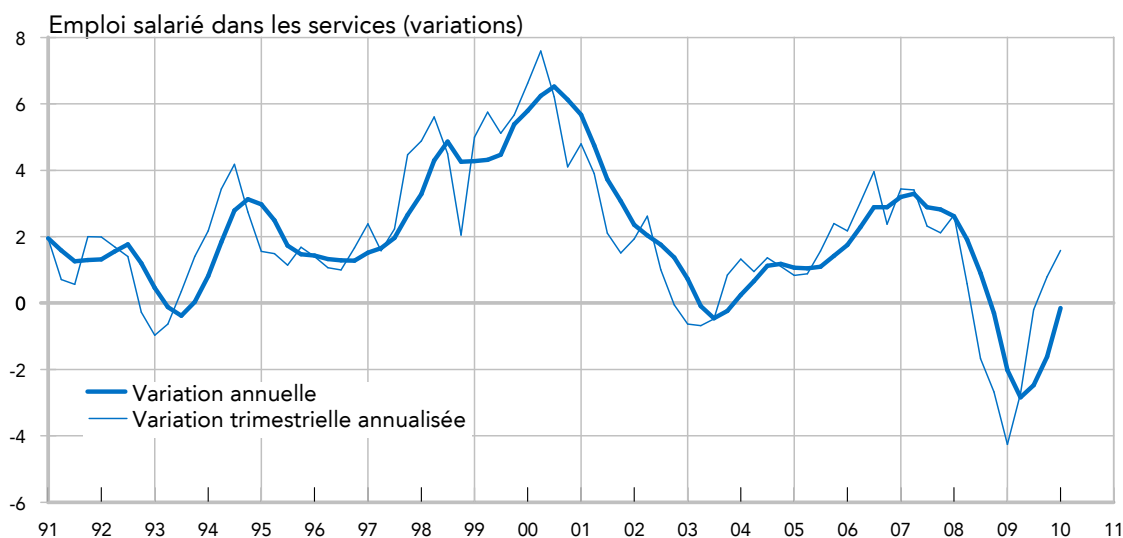
France : solde des échanges extérieurs de services



Sources : Balance des paiements, Banque de France

© Coe-Rexecode

Emploi dans les services et enquêtes de conjoncture



Sources : INSEE, Comptes nationaux trimestriels, Enquête de conjoncture dans les services

© Coe-Rexecode

Emploi intérimaire des branches (effectifs, CVS, fin de période)

	2009				2010 1er tr.	1er tr.10 1er tr.09 Var. annuelle (en %)
	1er tr.	2e tr.	3e tr.	4e tr.		
Ensemble des branches	438.6	445.1	470.1	493.6	524.0	19.5
Industrie	165.5	172.0	185.3	201.2	222.8	34.6
Construction	109.3	108.3	111.2	112.5	110.8	1.4
Commerce	41.1	43.0	47.4	48.2	50.1	21.7
Services hors commerce	109.9	109.3	113.5	118.0	126.7	15.3
Transports et entreposage	42.4	43.2	46.3	48.6	52.3	23.3
Hébergement et restauration	6.5	7.0	7.5	7.8	8.2	26.5
Information et communication	6.8	6.6	6.3	6.5	7.2	6.9
Activités financières	8.5	8.8	8.8	8.9	9.7	14.4
Activités immobilières	2.7	2.4	2.4	2.4	2.7	0.6
Services aux entreprises	37.7	36.1	36.9	37.7	40.4	7.4
Autres activités de services (incl. Services aux particuliers)	5.3	5.2	5.3	5.9	6.0	13.3
Administration publique, éducation, santé et action sociale	9.9	9.8	10.3	10.9	10.6	6.9

Sources : DARES, INSEE

Hausse de l'emploi dans les services

Une contraction des effectifs employés dans les activités de services est intervenue depuis le troisième trimestre 2008. Elle s'est interrompue à la fin de l'année dernière. Les effectifs ont progressé de 1,6 % l'an (32 000 postes créés) après 0,8 % l'an au quatrième trimestre (pour 16 000 postes créés). Par rapport aux autres branches de l'économie, les services sont le seul secteur à avoir affiché des créations nettes d'emplois au premier trimestre. Au total, les effectifs dans l'ensemble des branches sont restés quasiment stables, progressant de 0,2 % l'an au premier trimestre. Ainsi, par rapport au pic observé au deuxième trimestre 2008, le nombre de pertes d'emplois de l'ensemble de l'économie s'est élevé de 460 000 de postes dont 246 000 dans l'industrie. Celui des services a atteint 192 000 postes (186 000 hors intérim).

La progression des effectifs des services a concerné la plupart des secteurs. En particulier, les activités de services aux particuliers ont créé 11 000 postes au cours du premier trimestre, soit une hausse 2,1 % l'an. Les services aux entreprises ont créé 19 000 postes par rapport au quatrième trimestre (+1,9 % l'an). En particulier, la hausse des effectifs intérimaires dans le secteur s'est accélérée, de 32 % l'an pour 2 700 postes créés. Du côté des activités immobilières, les effectifs ont progressé de 3,3 % l'an (2 000 postes créés). En revanche, le secteur des transports a enregistré un nouveau recul des effectifs, de 1,1 % l'an pour 3 000 postes perdus.

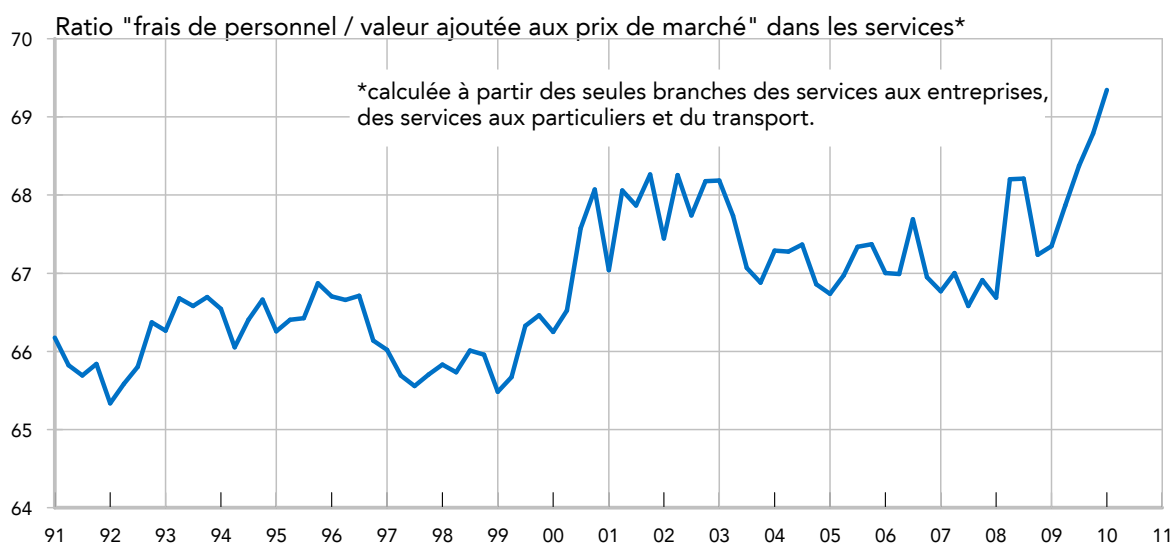
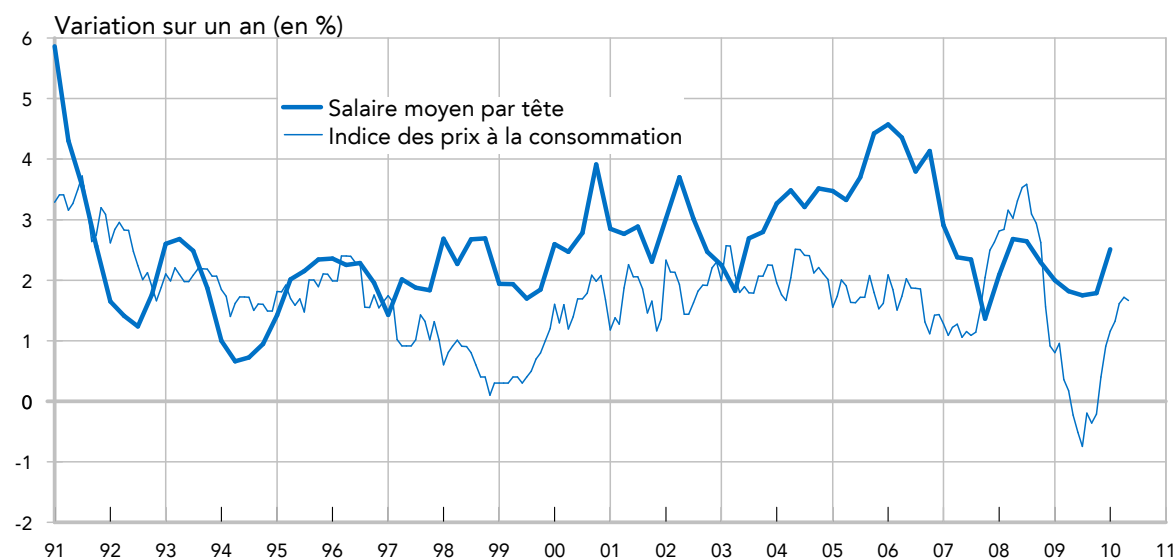
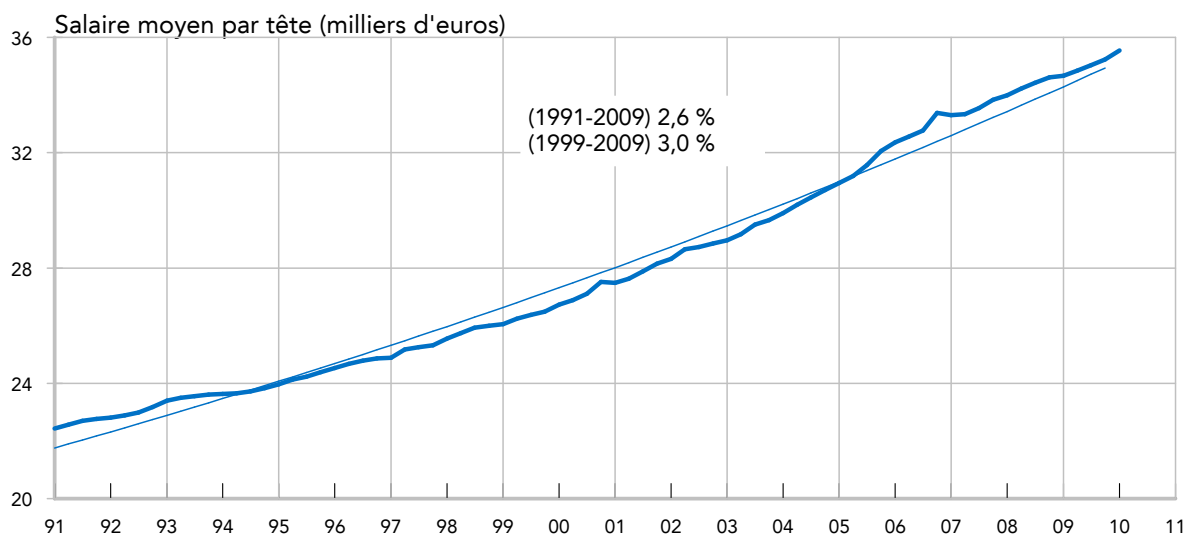
La situation de l'emploi demeure cependant fragile. Selon la dernière enquête de l'INSEE réalisée en juin 2010, l'emploi dans les services pourrait ralentir. Le solde des opinions des chefs d'entreprise sur l'évolution prévue des effectifs s'est vu un peu dégradé en juin. C'est le cas notamment dans le secteur de transport routier de marchandises, des activités immobilières mais également dans les activités spécialisées, scientifiques et techniques et les services administratifs et de soutien. Les entrepreneurs sont en revanche plus optimistes concernant les perspectives de l'emploi dans le secteur de l'information et de la communication et dans une moindre mesure dans le secteur de l'hébergement et de la restauration.

Emploi salarié des branches (effectifs, CVS)

	Tendance 90-09	2008 2009		2009		2010	Niveau	Niveau	1er tr.10
		(var. annuelles)		3e tr.	4e tr.	1er tr.	1er tr.09	1er tr.10	1er tr.09
				(Var. trimestrielles annualisées)			en milliers		
Ensemble des branches	1.1	0.6	-1.4	-1.2	-0.6	0.2	23 370	23 163	-207
Agriculture	0.8	-4.1	-4.3	-4.7	-3.6	-4.8	339	324	-15
Industrie	-1.4	-1.3	-4.3	-6.0	-5.3	-4.2	3 147	2 981	-166
Construction	0.7	2.9	-1.7	-3.4	-3.2	-0.8	1 523	1 482	-41
Commerce	1.2	0.4	-1.3	-2.3	-1.1	0.8	2 996	2 963	-33
Services (champ du GPS)	2.4	1.3	-2.2	-0.2	0.8	1.6	8 141	8 129	-12
Transports	1.3	1.6	-1.6	-2.6	-1.5	-1.1	1 071	1 049	-22
Activités financières	0.4	0.7	0.4	0.0	-0.5	1.6	765	769	4
Activités immobilières	0.9	1.2	-5.9	-1.6	0.0	3.3	253	249	-4
Services aux entreprises	2.9	0.3	-3.9	0.3	1.6	1.9	3 954	3 949	-5
Services aux particuliers	3.1	3.4	0.2	0.2	1.0	2.1	2 098	2 113	15
Education, santé et action sociale	1.4	1.0	1.0	0.8	0.8	0.7	4 765	4 805	40
Administration	0.5	-0.4	0.9	0.8	0.8	0.5	2 460	2 480	20

Sources : INSEE, Comptes nationaux trimestriels

Salaires dans les services



Sources : INSEE, Comptes nationaux trimestriels, Enquête de conjoncture dans les services

© Coe-Rexecode

Stabilisation de la progression des salaires nominaux

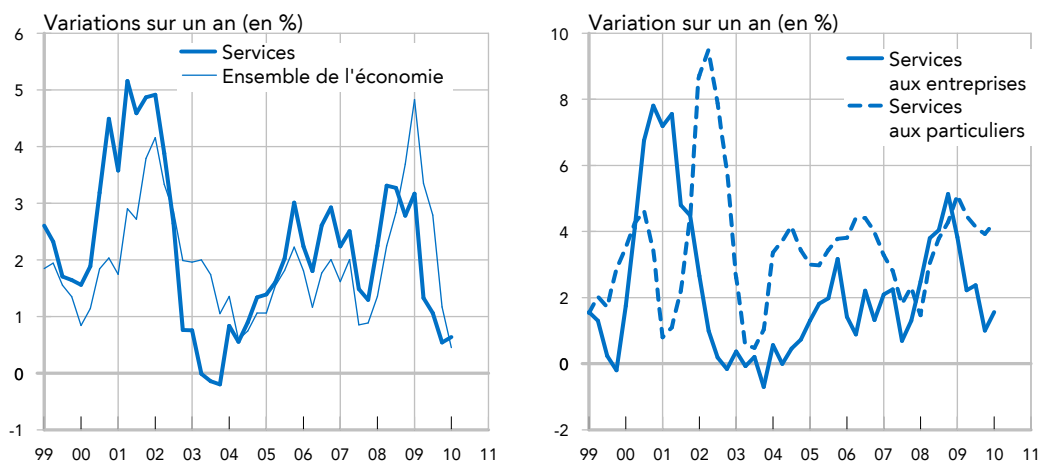
Le ralentissement des salaires dans les services, amorcé depuis le troisième trimestre 2008 s'est interrompu. Le salaire mensuel de base des salariés de l'ensemble des services a progressé de 1,9 % sur un an au premier trimestre 2010 comme lors des deux trimestres précédents. Il a notamment progressé de 1,8 % sur un an dans le secteur des transports (contre 1,5 % au quatrième trimestre 2009), de 2,1 % dans le secteur de l'hébergement et restauration et de l'information et communication (contre 1,9 %) et de 2,2 % dans le secteur immobilier (contre 2,1 %). La progression du salaire mensuel de base est restée stable à 2 % sur un an dans les autres activités de services (incluant les services aux particuliers). Elle s'est en revanche légèrement modérée dans les services financiers et les activités scientifiques, techniques, administratifs et de soutien aux entreprises. De son côté, le salaire horaire de base des ouvriers du secteur des services a progressé de 2,2 % sur un an au premier trimestre après 2 % au trimestre précédent.

Au premier trimestre, la hausse du salaire moyen par tête du secteur des services du champ GPS, défini comme le rapport entre la masse salariale et l'emploi salarié, a accéléré. Elle est ressortie à 2,5 % sur un an après 1,8 % au quatrième trimestre 2009 et 1,7 % au troisième trimestre. Le salaire moyen par tête du secteur s'est élevé à 35 544 euros contre 35 234 euros au trimestre précédent. A titre comparaison, le salaire moyen par tête de l'ensemble de l'économie a progressé de 2,6 % sur un an au premier trimestre à 30 349 euros.

La hausse des prix à la consommation ayant retrouvé un rythme proche de 2 % sur un an, la progression du salaire moyen par tête en termes réels a ralenti à 0,5 % sur un an contre 1,5 % au quatrième trimestre.

Les coûts salariaux par unité produite dans les services (définis comme le rapport entre les rémunérations des salariés et le volume de la valeur ajoutée) se sont légèrement redressés au premier trimestre après le fort recul enregistré en fin d'année 2009. Ils ont progressé de 0,6 % sur un an alors qu'en même temps, la modération de la progression des coûts unitaires de l'économie s'est poursuivie, à 0,5 % sur un an après 1,2 % au quatrième trimestre 2009.

Coûts salariaux unitaires dans les services*

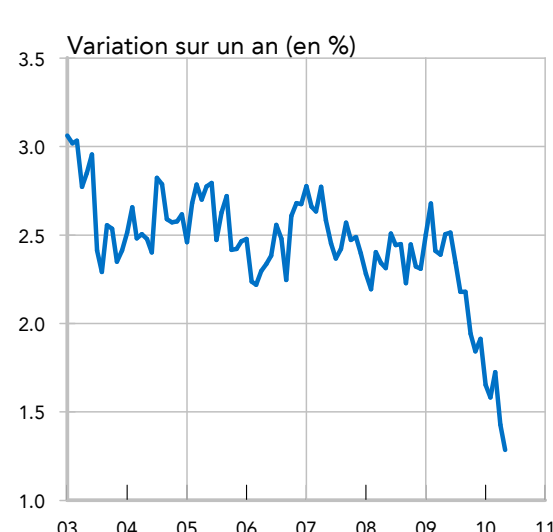
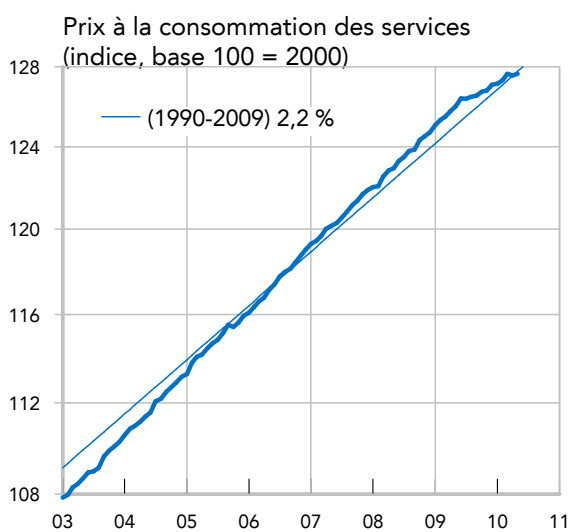
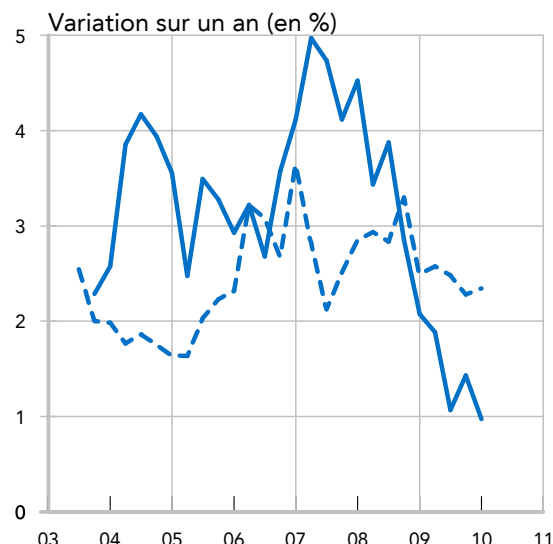
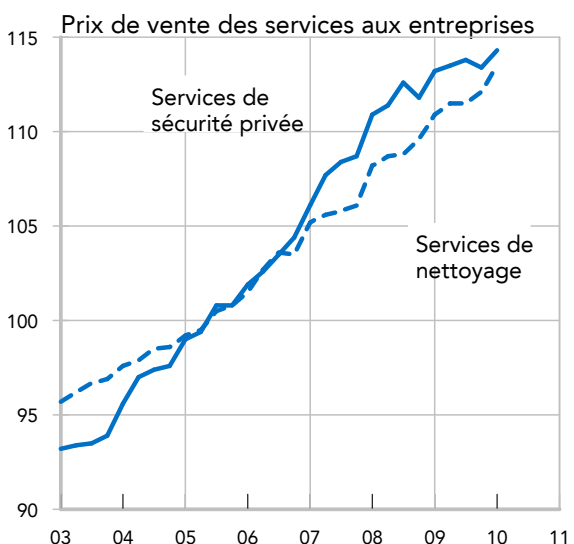
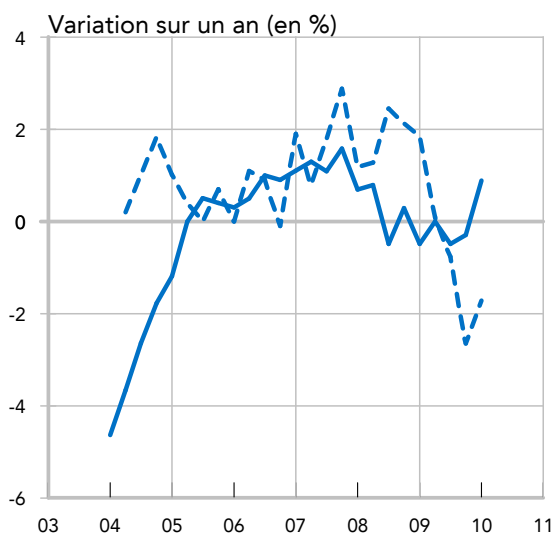
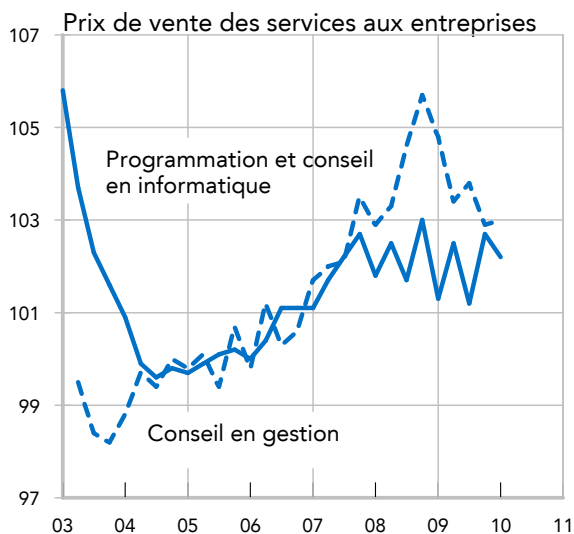


* Rémunérations salariales / valeur ajoutée en volume

Sources : INSEE, Comptes nationaux trimestriels, Calcul Coe-Rexecode

© Coe-Rexecode

Prix des services



Sources : INSEE, Enquête de conjoncture dans les services

© Coe-Rexecode

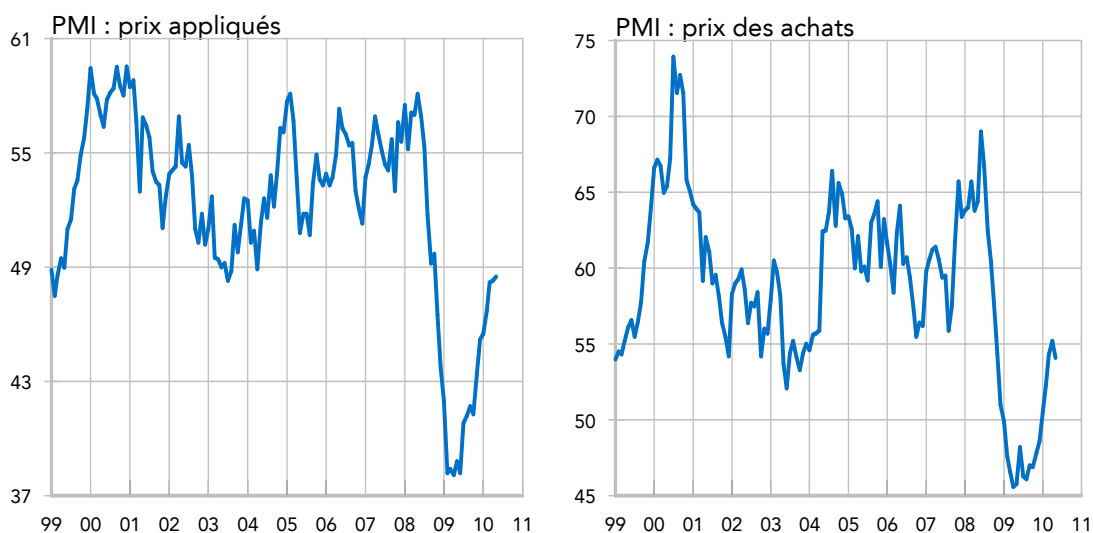
Poursuite du ralentissement des prix des services

Mesurés au niveau de la consommation, l'indice d'ensemble des prix s'est réorienté à la hausse depuis novembre 2009. En mai 2010, il a progressé de 1,7 % en mai en glissement sur un an. En revanche, les prix des services, qui représentent environ 42 % du panier qui compose l'indice des prix à la consommation ont continué de progresser mais toujours à des rythmes atténués. En mai, leur progression s'est établie à seulement 1,3 % en glissement sur un an, leur plus faible hausse depuis 2000.

Cette modération s'observe également dans les évolutions de la plupart des prix à la production des services aux entreprises. Au premier trimestre 2010, les prix à la production des secteurs de l'informatique et information, les services professionnels, scientifiques et techniques ou la publicité et études de marché ralentissent. En revanche, les prix des services de location et de sécurité et nettoyage se sont redressés, alors que ceux des services liés à l'emploi se sont réorientés à la hausse. En particulier, les prix des agences de placement de main d'œuvre et de travail temporaire ont augmenté de 0,2 % sur un an au premier trimestre, ceux des services de recrutement de 2,3 %.

Cette tendance générale à la modération des prix à la production des services pourrait se poursuivre. Selon les résultats de la dernière enquête de conjoncture dans les services, le solde des opinions des chefs d'entreprise concernant l'évolution future des prix s'est détérioré en juin 2010. La composante « prix appliqués » de l'indice PMI des services reste encore en juin en dessous de la barre des 50 qui sépare la hausse et la baisse des prix.

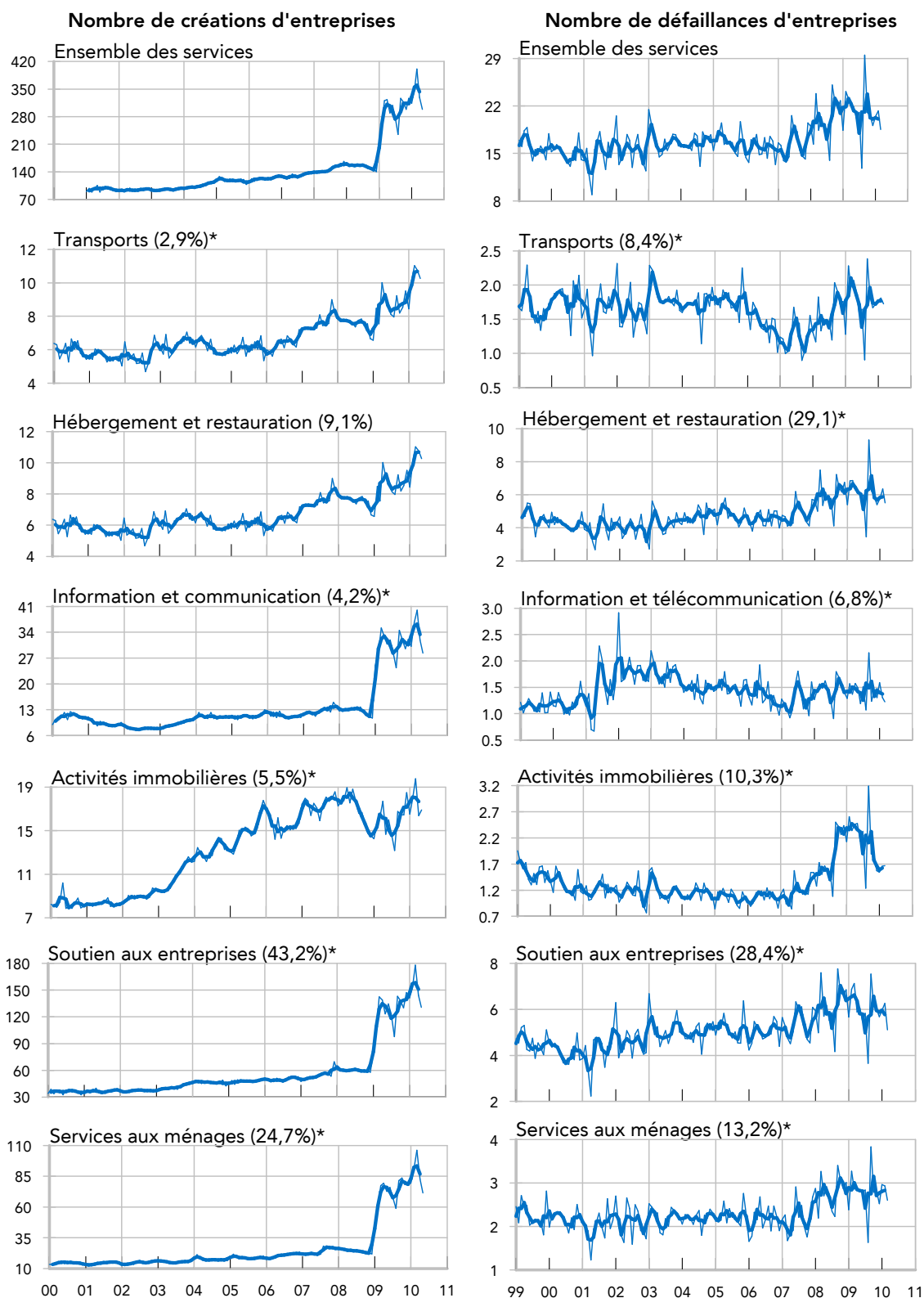
Tendance des prix des services



Source : Markit Economics

© Coe-Rexecode

Créations et défaillances d'entreprises dans les services (milliers, taux annuel, CVS)



* Poids dans les créations/défaillances d'entreprises de services en 2009

Source : INSEE

© Coe-Rexecode

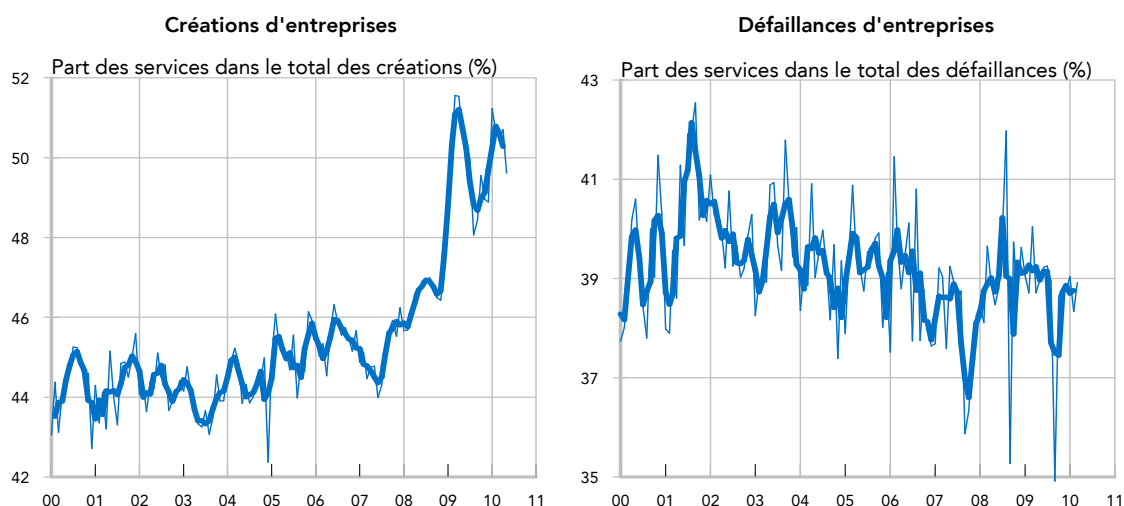
Les créations d'entreprises progressent, les défaillances en baisse

Le nombre de créations d'entreprises dans les services incluant les créations d'auto-entrepreneur a continué de progresser au cours des cinq premiers mois de l'année 2010. En mai, il s'est élevé à près de 299 000 entreprises créées en rythme annualisé, soit une hausse de 3,3 % par rapport à la même période un an auparavant. 290 000 entreprises ont été créées sur l'ensemble de l'année 2009. La part des créations d'entreprises de services dans le total des créations d'entreprises de l'économie (exprimée en moyenne mobile sur trois mois) s'est redressée à 50,3 % contre 49,7 % en fin d'année dernière et 47,6 % en décembre 2008.

Cumulées sur les douze derniers mois, les créations d'entreprises des services ont progressé de 54,2 % entre juin 2009 et mai 2010 par rapport à la même période un an auparavant, à 315 100 entreprises créées. En particulier, les créations d'entreprises des services aux ménages ont grimpé de 91,4 % sur un an à 79 601 créations. Le nombre d'entreprises créées ont progressé de 64,7 % sur un an dans le secteur des services de soutien aux entreprises (à 138 415 entreprises créées), de 59 % dans les activités d'information et de communication (à 31 687 créations). A titre de comparaison, le nombre de créations des douze derniers mois dans l'ensemble de l'économie est en hausse de 51,6 % en glissement sur un an à 633 126 entreprises créées.

De son côté, le recul des défaillances d'entreprises s'est poursuivi au cours du premier trimestre 2010. Connu jusqu'en mars, le nombre de défaillances d'entreprises des services (en date de publication) ressort à 18 540 au taux annuel, en baisse de 19,6 % en glissement sur un an. Cumulé sur douze mois, le nombre de défaillances d'entreprises reste quasi stable, à +0,2 % de son niveau observé à la même période un an auparavant. La part des défaillances d'entreprises de services dans les défaillances de l'ensemble des branches de l'économie (exprimée en moyenne mobile sur trois mois) reste stable, aux alentours de 38,7 % en mars contre 38,9 % en décembre 2009 et 39 % en 2008.

Créations et défaillances des entreprises de services

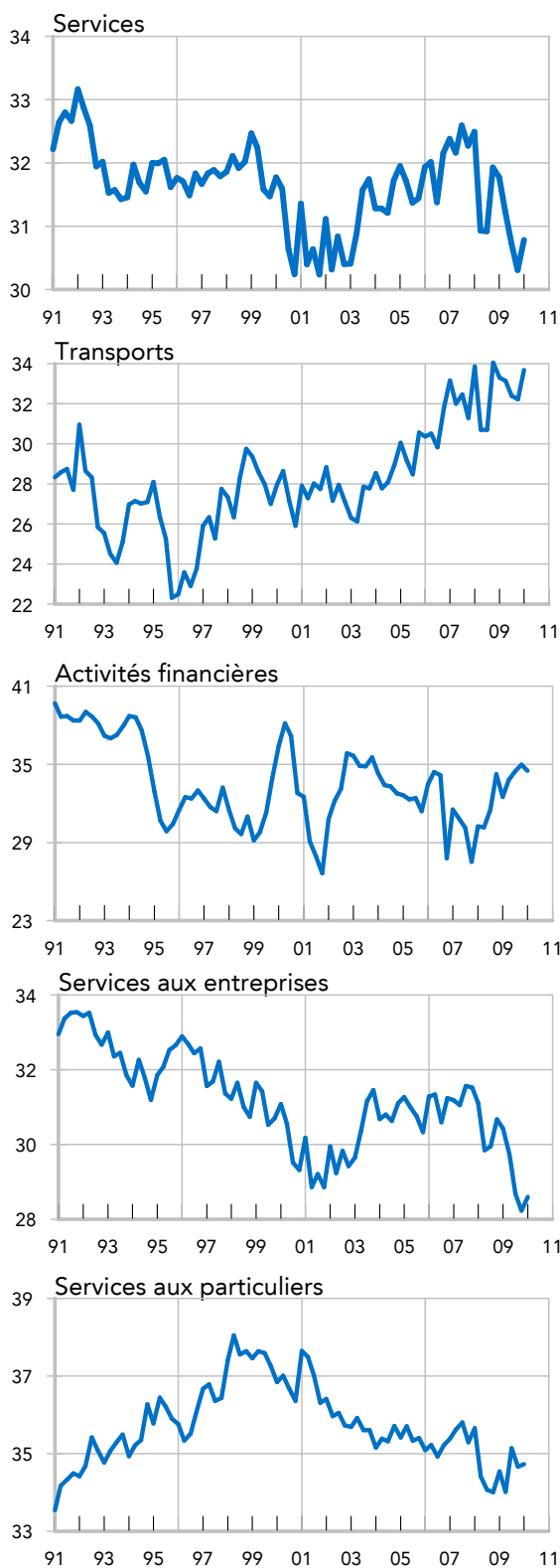


Source : INSEE

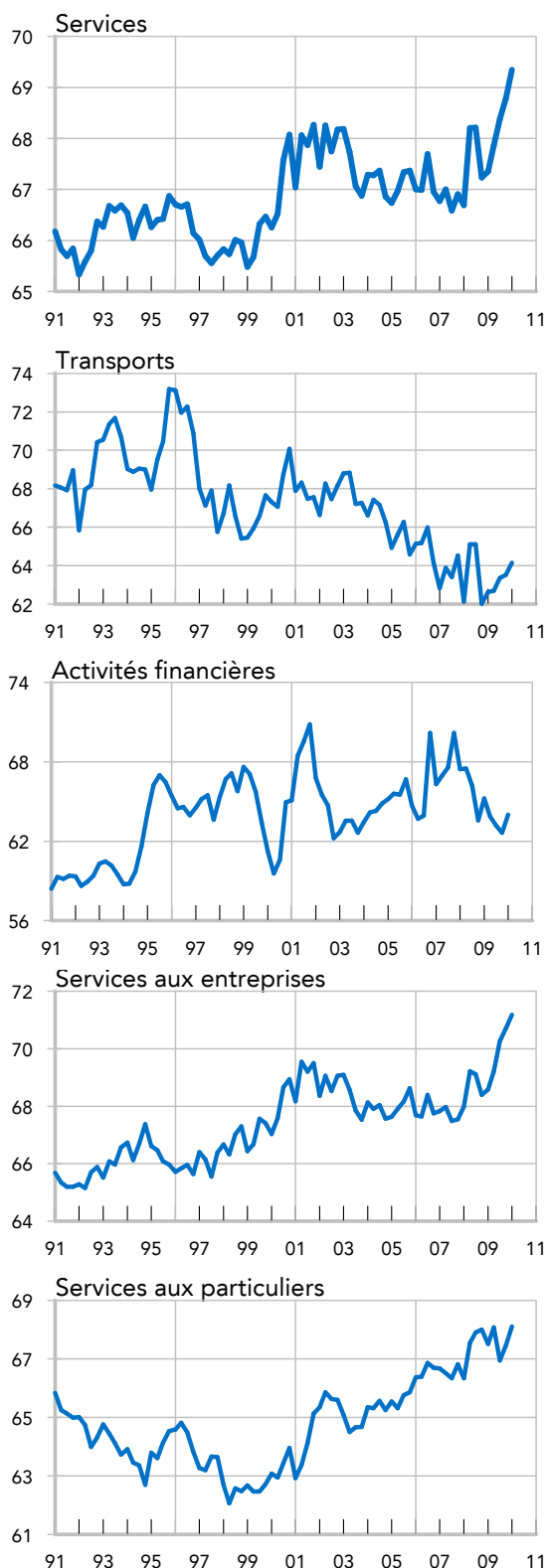
© Coe-Rexecode

Comptes des entreprises des services

Marge brute (en %)
(EBE/VA)



Rémunération du travail (en %)
(Frais de personnel / VA)



Source : INSEE

© Coe-Rexecode

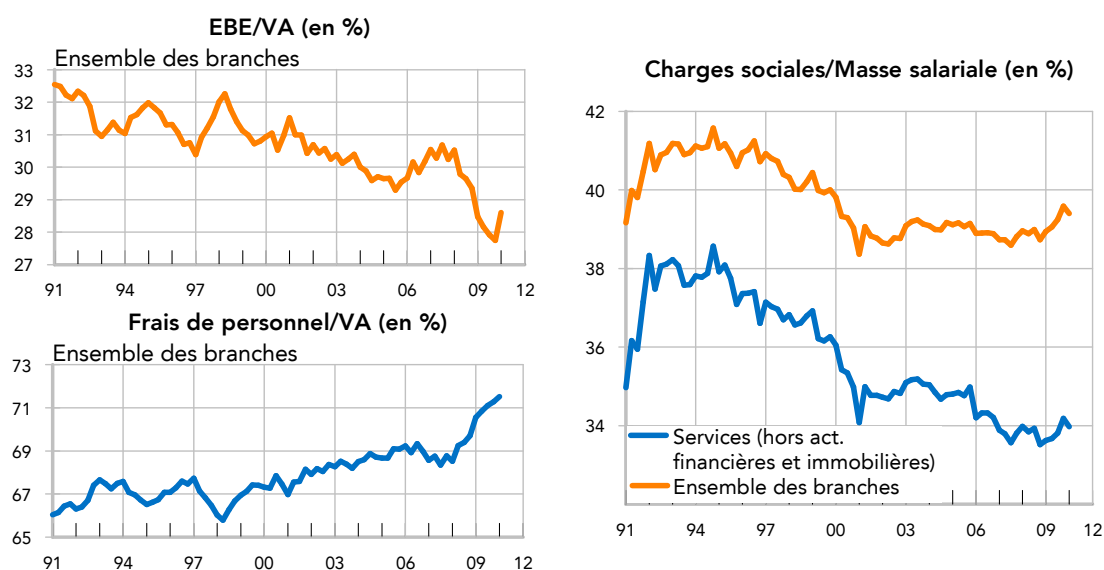
Stabilisation des résultats d'exploitation

Le taux de marge des activités des services, défini comme le rapport entre l'excédent brut d'exploitation et la valeur ajoutée en valeur, est resté quasi stable depuis le troisième trimestre 2009 selon les estimations de la comptabilité nationale. Il s'est établi à 30,8 % au premier trimestre 2010 contre 30,7 % et 30,3 % aux troisième et quatrième trimestres 2009 respectivement. Cette stabilisation a concerné l'ensemble des secteurs. Seul le secteur des transports a vu son taux de marge continuer de progresser, de 32,2 % en fin d'année 2009 à 33,7 % au premier trimestre 2010. A titre de comparaison, le taux de marge des entreprises de l'ensemble des branches a augmenté au premier trimestre, passant de 27,7 % au quatrième trimestre 2009 à 28,6 % au premier trimestre 2010. Il reste inférieur au niveau enregistré dans le secteur des services.

La stabilisation du taux de marge s'est opérée alors que la masse de l'excédent brut d'exploitation dégagé par les entreprises de services (champ GPS) a continué de reculer au premier trimestre mais à un rythme plus modéré. Le repli ressort à 3,5 % sur un an contre 7,3 % au trimestre précédent. La masse salariale du secteur a progressé de 2,6 % sur un an alors que les charges sociales ont augmenté de 3,4 % sur un an.

L'observation issue des estimations des comptes nationaux est confirmée par les opinions des chefs d'entreprise du secteur. Selon l'enquête de l'INSEE du mois d'avril 2010, les entrepreneurs ont estimé que leurs résultats d'exploitation sont en voie d'amélioration et cette tendance pourrait se poursuivre dans les mois à venir. Cependant, la situation de trésorerie des entreprises des services reste encore dégradée même si elle s'est améliorée par rapport à son point bas historique enregistré en début de l'année 2009 selon cette même enquête.

Comparaison des ratios du compte d'exploitation des services* et de l'ensemble des branches*



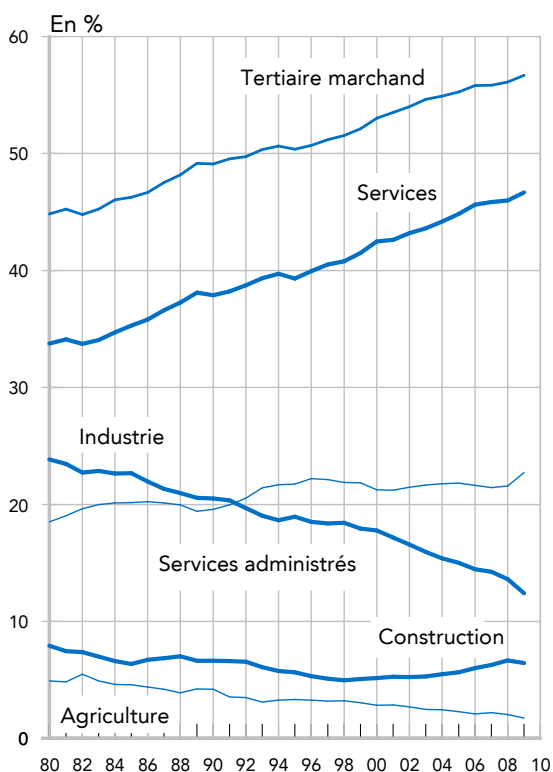
* Hors services financiers et immobiliers.

Sources : INSEE, Comptes nationaux trimestriels

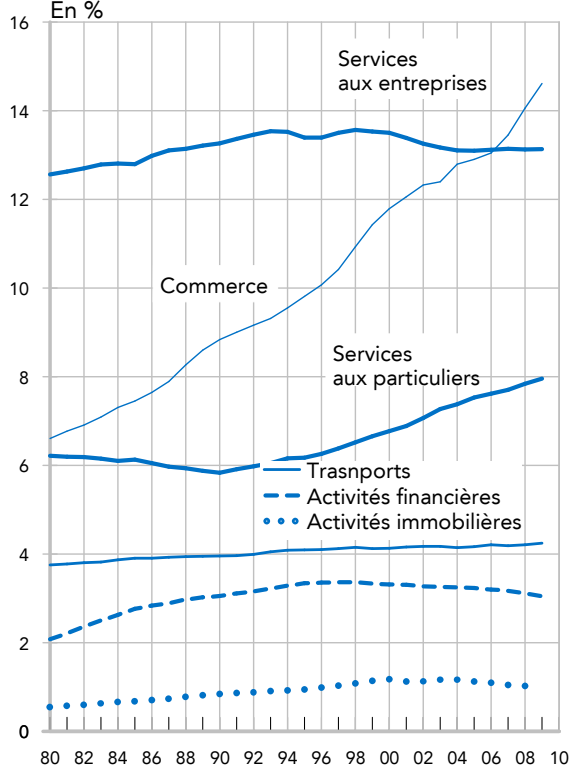
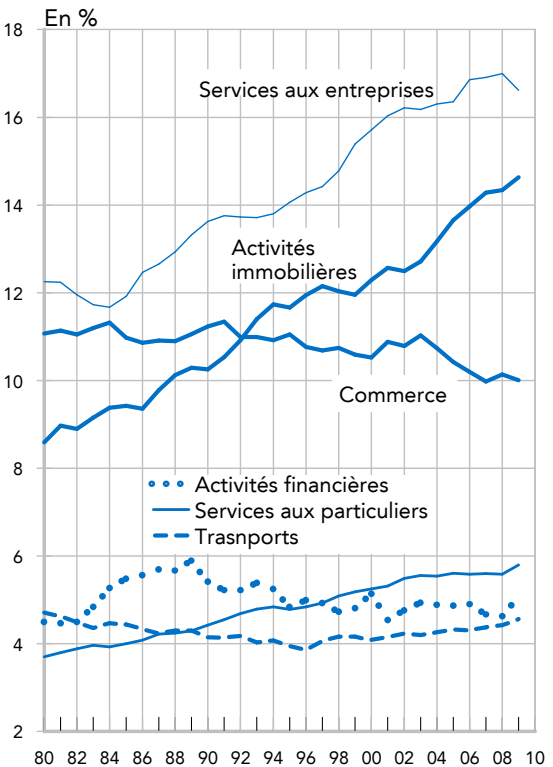
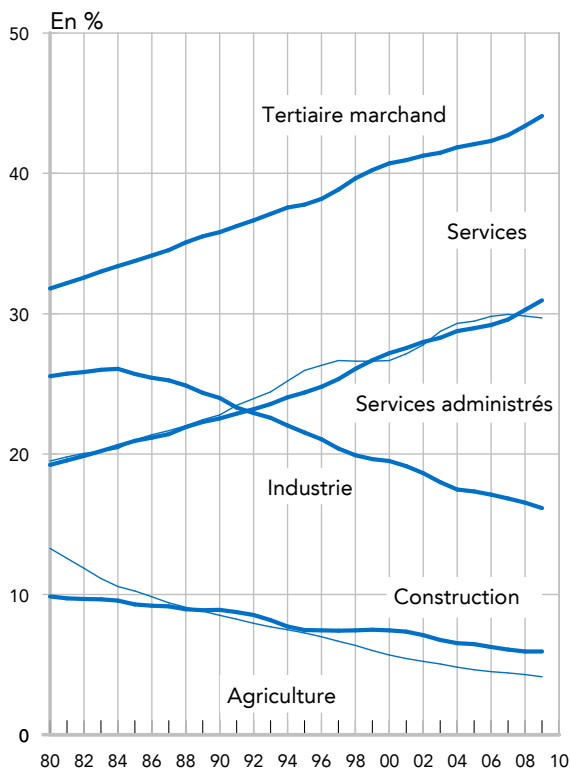
© Coe-Rexecode

Poids des branches dans l'économie française

En termes de valeur ajoutée (à prix courants)



En termes d'emploi intérieur total



Sources : INSEE, Comptes Nationaux Trimestriels

© Coe-Rexecode

Les activités de services (au sens du GPS) ont réalisé près de la moitié de la valeur ajoutée totale en 2009

En 2009, les activités de services du champ GPS (transports, activités immobilières et financières, les services aux entreprises et aux particuliers) ont réalisé une valeur ajoutée de 804 milliards d'euros, soit plus de 46,7 % de la valeur ajoutée de l'ensemble des activités économiques. Entre 1978 et 2009, le poids de la valeur ajoutée généré par les activités de services dans la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie s'est accru de près de 14 points.

Cette progression a pour contrepartie le recul de l'agriculture et de l'industrie. Le poids des valeurs ajoutées de ces deux secteurs a reculé respectivement 3,8 et 12 points pour ressortir à 1,7 % et 12,4 % en 2009. Le poids des services administrés a continué de croître. Il représente 22,7 % de la valeur ajoutée totale contre 21,6 % en 2008 et 18,1 % en 1978. Le mouvement haussier du poids de la valeur ajoutée réalisée par le secteur de la construction observé depuis le début des années 2000 s'est interrompu en 2009. Son poids se réduit à 6,4 % en 2009 contre 6,7 % en 2008.

Avec 8,8 millions de personnes, le poids de l'emploi des services a continué de progresser. En 2009, les services (champ GPS) représentent 34,3 % de l'emploi intérieur total contre 34,6 % en 2008 et 21,9 % en 1978). Sur les 3,5 millions d'emplois nets créés depuis 1978 dans l'ensemble de l'économie, le secteur des services en a généré 3,9 millions alors que la construction, l'agriculture et l'industrie en ont perdu 0,2, 1,2 et 2,2 millions respectivement au cours de la même période. Au sein des services, ce sont les services aux entreprises qui ont connu l'essor le plus important. Leur poids dans l'emploi intérieur total ayant doublé depuis 1978 pour 2,3 millions d'emplois créés.

Sur une période plus récente (1990-2009), les services aux entreprises sont l'un des secteurs les plus créateurs d'emplois en France, derrière le tertiaire non marchand (comprenant l'éducation, la santé, l'action sociale et l'administration). En 2009, les services aux entreprises représentent 16,2 % de l'emploi intérieur total, soit 4,1 millions d'emplois et génèrent près de 16,6 % de la valeur ajoutée (soit 286 milliards d'euros).

Contribution des services à la création d'emplois

Emplois créés	1978-2009		1990-2009		2000-2009	
	Nombre (millions)	Contribution (% l'an)	Nombre (millions)	Contribution (% l'an)	Nombre (millions)	Contribution (% l'an)
Services	3.9	0.7	2.6	0.7	1.0	0.8
Transports	0.3	0.04	0.2	0.1	0.1	0.1
Activités financières	0.1	0.0	0.04	0.01	0.1	0.1
Activités immobilières	0.1	0.02	0.01	0.00	0.03	0.02
Services aux entreprises*	2.3	0.4	1.4	0.4	0.4	0.3
Services aux particuliers	1.1	0.2	0.9	0.3	0.5	0.4
<i>Pour mémo</i>						
Agriculture	-1.2	-0.2	-0.5	-0.1	-0.2	-0.1
Industrie	-2.2	-0.4	-1.2	-0.4	-0.6	-0.5
Construction	-0.2	-0.03	0.1	0.0	0.3	0.3
Commerce	0.5	0.1	0.3	0.1	0.2	0.2
Tertiaire non marchand	2.7	0.5	1.5	0.4	0.5	0.4
Ensemble des branches	3.5	0.6	2.7	0.7	1.2	1.0

* y compris intérim

Note lecture du tableau: Les créations d'emplois nets s'élèvent à 0,3 million dans les transports entre 1978 et 2009, soit une contribution de 0,04% en moyenne par an à l'ensemble des emplois de la branche

Sources : INSEE, Comptes annuels, tableau emploi 2.204

L'investissement des services a progressé au même rythme que la moyenne de l'ensemble de l'économie

Les statistiques concernant la FBCF par branche à prix courants pour l'année 2009 ne sont pas encore disponibles à l'heure de la rédaction.

La formation brute de capital fixe (FBCF) des branches des services (hors activités financières) s'élève à 137,2 milliards d'euros en 2008, en hausse de 5,6 % par rapport à 2007. Par comparaison, la FBCF de l'ensemble de l'économie s'élève à 224,6 milliards d'euros en 2008, enregistrant une hausse de 5,5 % sur un an. Si la progression de l'investissement dans les services a été équivalente à celui de l'ensemble des branches de l'économie, les rythmes d'évolution diffèrent néanmoins d'une branche à l'autre.

Avec 54,2 milliards d'euros investis en 2008, l'investissement dans la branche « services aux entreprises » a augmenté de 5 % en 2008 par rapport à 2007. Il représente près de la moitié de l'investissement des entreprises de services. L'investissement de la branche « activités immobilières » a atteint 46,9 milliards d'euros en 2008 (soit une hausse de 6,3 % par rapport à 2007). Il représente 42 % de la FBCF de l'ensemble des entreprises de services. La branche « services aux particuliers » a investi en 2008 à hauteur de 11,6 milliards d'euros (soit une hausse de 4,2 % par rapport à 2007). Le poids de l'investissement dans les services aux particuliers reste relativement faible (10,3 % de la FBCF de l'ensemble des entreprises de services).

Ainsi, le taux d'investissement des branches de services (défini comme le rapport entre la FBCF des entreprises non financières et la valeur ajoutée de la branche à prix courants) s'est élevé à 17,4 % en moyenne entre 2000 et 2008. Il est légèrement inférieur à celui des entreprises non financières de l'ensemble de l'économie (18,2 %). Le taux d'investissement reste très élevé dans les transports (27 % en moyenne entre 2000 et 2008) alors que celui de la branche « services aux entreprises » est similaire au niveau enregistré par l'ensemble des branches des services, à 17,5 %. En revanche, le taux d'investissement dans le secteur des services aux particuliers reste en-dessous de la moyenne, près de 13 % entre 2000 et 2008.

L'investissement des entreprises non financières par branche*

	Niveau	Moyenne annuelle	Taux d'investissement** Moyenne annuelle
	2008 (mrd €)	2007-2008 (en %)	2000-2008 (en %)
Transports	24.6	6.3	182.2
Activités immobilières	46.9	6.3	189.4
Promotion, gestion immobilière	5.0	6.5	423.4
Location immobilière	41.9	6.3	171.7
Services aux entreprises	54.2	5.0	190.0
Postes et télécommunications	6.8	4.0	410.4
Conseils et assistance	24.3	5.9	232.0
Services opérationnels	20.2	4.4	152.6
Recherche et développement	3.0	5.5	227.8
Services aux particuliers	11.6	4.2	150.2
Hôtels et restaurants	4.5	4.6	168.2
Activités récréatives, culturelles et sportives	6.5	4.1	232.9
Services personnels et domestiques	0.6	3.0	32.2
Total services*	137.2	5.6	182.6
Ensemble de l'économie***	224.6	5.5	18.2

* hors services financiers

** Ratio FBCF des entreprises non financières à prix courants / Valeur ajoutée de la branche à prix courants

*** Ratio FBCF des entreprises non financières / Valeur ajoutée des entreprises non financières à prix courants

Sources : INSEE, Comptes annuels

Les services sont principalement orientés vers des utilisations au cours du processus de production

Plus de la moitié de la production et des importations de services est utilisée dans le cadre des processus de production de l'ensemble de l'économie. Un peu moins de la moitié de cette ressource en services est orientée vers la demande finale.

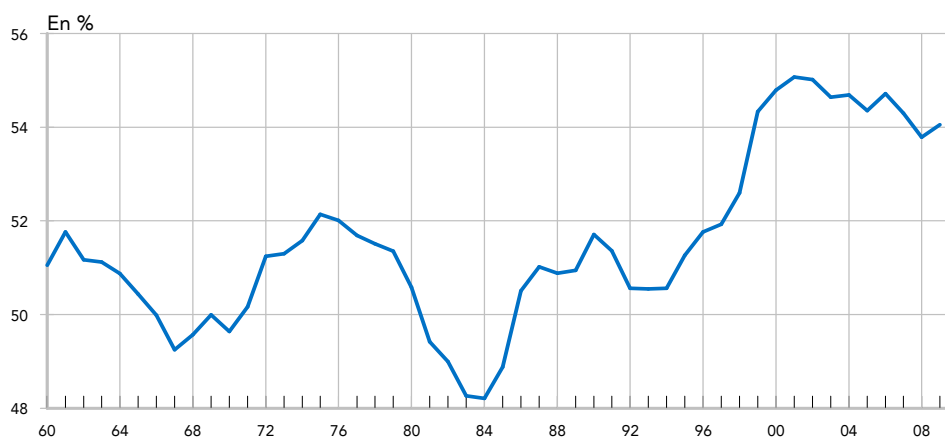
Le poids de la consommation intermédiaire des services dans la ressource totale ne cesse de progresser depuis 1960. En 2008, il s'est élevé à près de 54 % de la ressource. En particulier, 63 % de la production des services financiers est destiné à la consommation intermédiaire en 2008. La part de la consommation intermédiaire des biens de transports et de services aux particuliers a également progressé durant la période. Plus de 74 % de la production de biens de « services aux entreprises » est destinée à la consommation intermédiaire en 2008. De leur côté, les dépenses totales de consommation finale des biens de services représentent 46,3 % de la ressource totale du secteur en 2008. La part de la consommation finale des ménages des services s'est élevée à près de 32 %.

Le poids de la consommation intermédiaire et de la consommation finale des services
dans la ressource totale en 2008

	Ressource totale (en milliards d'euros)	Consommation intermédiaire (%)	Dépenses totales de consommation finale (%)	Consommation finale des ménages (%)
Transports	135.4	59.0	41.0	23.6
Activités financières	195.1	63.3	36.7	31.1
Activités immobilières	311.3	22.5	77.5	64.8
Services aux entreprises	641.9	74.5	25.5	8.2
Services aux particuliers	197.7	22.7	77.3	62.8
Ensemble des services	1481.5	53.7	46.3	31.8
<i>Pour mémoire</i>				
Agriculture	110.9	55.2	44.8	28.7
Industrie	1874.5	44.3	55.7	26.8
Construction	287.9	22.3	77.7	4.2
Commerce	63.0	57.2	42.8	34.8
Services administrés	477.8	4.7	95.3	11.1
Ensemble des branches	4322.6	41.9	58.1	25.1

Sources : INSEE Comptes annuels, Tableau entrées-sorties 16

Poids de la consommation intermédiaire des services dans la ressource en services *



* Production + Importations des services

Source : INSEE Comptes annuels

© Coe-Rexecode

Stabilisation de la part des achats de services dans la consommation des ménages en 2009

Le poids des achats des services dans la consommation des ménages s'est stabilisé à 36,3 % en 2009 comme en 2007 et 2008. Il n'atteignait que 22 % au début des années 1960. Cette hausse du poids des dépenses en services reflète en premier lieu l'augmentation des dépenses de services immobiliers dont le poids dans le total des dépenses des ménages est passé de 5,3 % en 1960, à 9 % en 1980 et à 15,8 % en 2009. Ces dépenses de services immobiliers recouvrent par convention principalement les loyers effectifs et les loyers dits imputés, c'est-à-dire ceux que paieraient les propriétaires y compris les accédants à la propriété s'ils étaient locataires de leur logement.

Les dépenses des ménages consacrées à des services aux entreprises ont augmenté en raison d'une consommation plus importante de télécommunications, notamment avec l'explosion de la téléphonie mobile. Les activités de « poste et télécommunications » représentent 2 % du total de la consommation des ménages depuis 2003 contre 1,2 % en 1980 et 0,5 % en 1960. En 2009, le poids des dépenses de services aux particuliers s'est stabilisé à 10,4 % contre 9 % en 1990, retrouvant ainsi son niveau de 1960. La part des dépenses des ménages dans le secteur des « hôtels et restaurants » est relativement stable depuis vingt ans aux environs de 5 % (4,7 % en 2009). La part consacrée aux « services récréatifs, culturels et sportifs » a augmenté, passant de 3,1 % en 1990 à 4,1 % en 2009. La part des dépenses des ménages consacrées aux transports est de 2,4 % en 2009 contre 1,7 % en 1970. La part des dépenses des ménages consacrées aux services financiers s'est en revanche réduite depuis les années quatre-vingt dix. Elle représente aujourd'hui seulement 3,9 % de la consommation effective des ménages contre 6,1 % en 1990.

Evolution du poids de la consommation de services dans la consommation effective des ménages entre 1960 et 2009 (%)

	1960	1970	1980	1990	2000	2009
Transports	2.0	1.7	1.9	2.0	2.3	2.4
Activités financières	3.1	4.6	4.7	6.1	4.3	3.9
Activités immobilières *	5.3	9.9	9.9	12.2	14.4	15.8
Services aux entreprises	1.3	1.6	2.5	2.8	3.5	3.8
dont : postes et télécommunications	0.5	0.5	1.2	1.3	1.6	2.0
Services aux particuliers	10.6	9.1	8.9	9.0	10.2	10.4
dont : hôtels et restaurants	5.5	4.5	4.5	4.8	5.0	4.7
services récréatifs, culturels et sportifs	3.1	2.8	2.9	2.8	3.5	4.1
services personnels et domestiques	2.0	1.8	1.5	1.5	1.7	1.6
Ensemble des services	22.3	26.8	27.9	32.0	34.6	36.3
<i>Pour mémoire</i>						
Industrie (y c. IAA et énergie)	54.4	49.5	47.3	43.3	40.4	37.1
Construction	0.5	0.8	0.8	0.8	0.8	0.9
Commerce	1.5	1.7	1.6	1.8	1.6	1.5
Services administrés	14.4	16.7	19.7	19.9	21.5	22.5

* Activités prenant en compte principalement les loyers

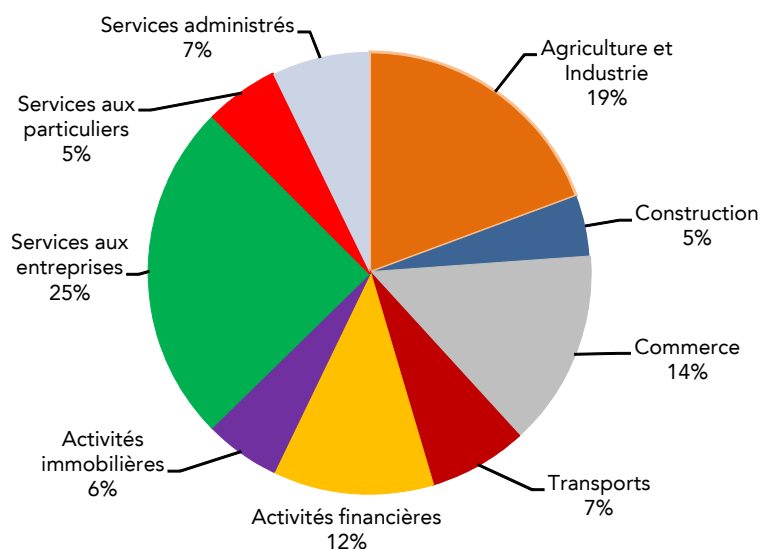
Sources : INSEE Comptes annuels

Les entreprises de services consomment toujours... des services

A partir du « *tableau des entrées intermédiaires* » qui décrit les consommations intermédiaires d'une branche d'activité pour un produit donné, on peut déterminer quelles sont les branches les plus consommatrices de services. Il s'avère qu'en 2007, les entreprises de services sont les principales utilisatrices de des services. L'agrégat « tertiaire marchand hors commerce » consomme près de 55 % des services fournis. En revanche, la consommation de services des entreprises agricoles et industrielles a continué de reculer. Ces dernières ne consomment plus que 19 % des services fournis. De son côté, le commerce a acheté près de 14 % des services vendus au titre de consommation intermédiaire alors que le secteur de la construction en a consommé 5 %. Un tableau plus détaillé de la répartition des consommations intermédiaires de services selon les branches utilisatrices en 2007 est présenté à la page suivante.

Ce sont les services de « sécurité, nettoyage et services divers » qui ont le poids le plus élevé dans le total des consommations intermédiaires de services. Ils sont consommés principalement par la branche des services aux entreprises (29,1 %) mais également par des entreprises agricoles et industrielles (15,6 %) et par la branche commerce (16,5 %). Si les services de « publicité et études de marché » sont surtout consommés par les entreprises agricoles et industrielles (à hauteur de 39,6 %), les services « d'architecture, ingénierie et contrôle » et ceux de « télécommunication, poste et courrier » sont essentiellement achetés par la branche des services aux entreprises (45,1 % et 45,9 % respectivement). La « sélection et fourniture de personnel » est consommée en grande partie par les branches agricoles et industrielles (43 %) et par la construction (20,3 %).

Répartition des consommations intermédiaires de services selon les branches utilisatrices (en %, 2007)



Sources : INSEE Comptes nationaux, calcul Coe-Rexecode

© Coe-Rexecode

Lecture du tableau: 5% des services fournis sont consommés par des entreprises de services aux particuliers

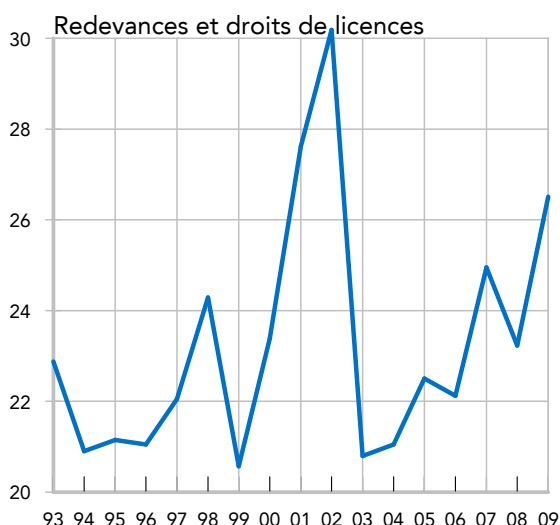
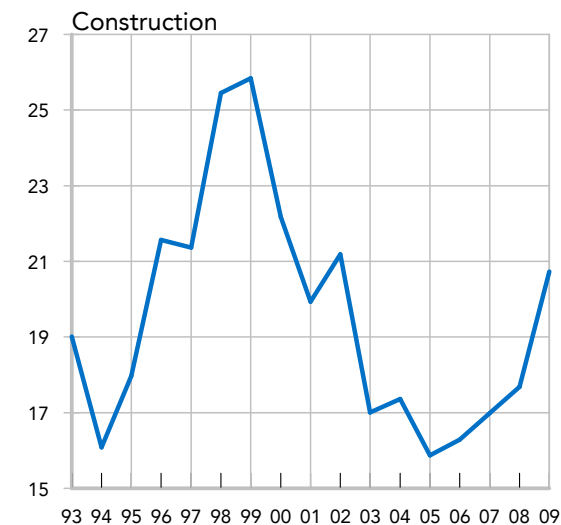
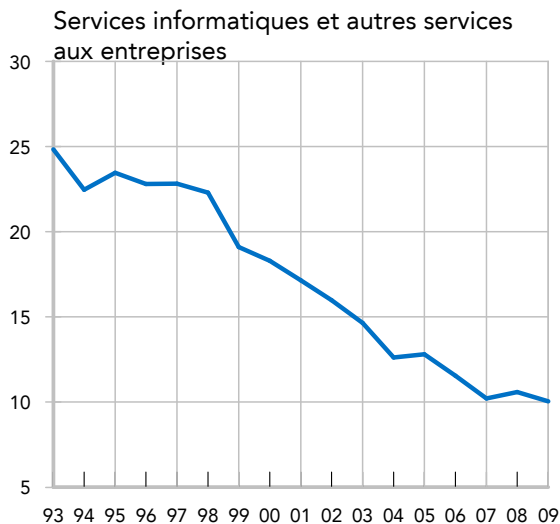
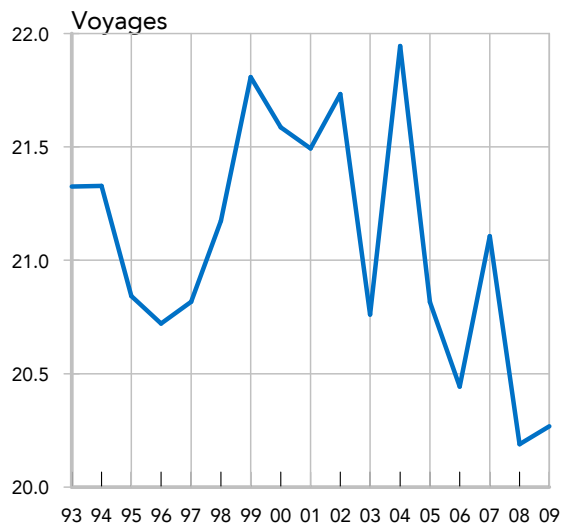
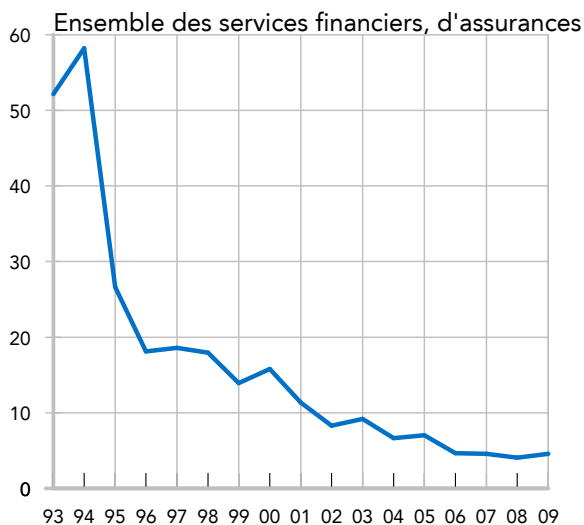
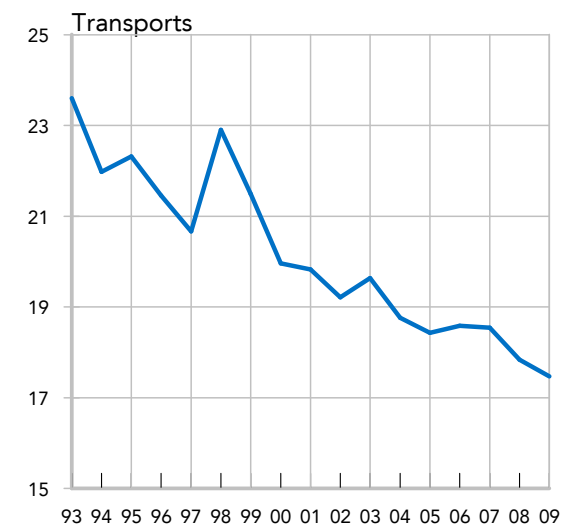
Répartition des consommations intermédiaires de services selon les branches utilisatrices en 2007

Biens consommés	Branches utilisatrices										Total	Valeur (millions d'euros)
	Agriculture	Industrie	Construction	Commerce	Transports	Activités financières	Activités immobilières	Services aux entreprises	Services aux particuliers	Services administrés		
Transports												
Transports ferroviaires	0.1	9.8	1.6	20.0	2.5	4.2	0.2	18.8	5.6	37.2	100	1 884
Transports routiers de voyageurs	0.0	9.5	1.4	16.6	12.3	1.8	2.1	6.2	4.2	45.9	100	4 443
Transports routiers ou par conduite de marchandises	0.3	1.1	0.2	48.3	43.4	0.1	0.0	0.2	0.2	6.1	100	11 775
Transports par eau	0.0	0.0	0.0	0.0	100.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	100	2 354
Transports aériens	0.1	10.9	1.7	11.8	34.8	8.8	1.4	18.7	5.7	6.1	100	8 147
Manutention, entreposage et gestion d'infrastructure	0.0	18.7	2.4	12.2	51.6	0.2	2.1	8.9	3.4	0.6	100	26 891
Agences de voyage	0.0	16.7	1.4	18.2	45.3	0.3	0.2	9.3	7.7	0.9	100	7 091
Organisation du transport de fret et transport spatial	0.0	23.3	3.5	36.4	23.5	0.7	1.7	5.4	4.2	1.2	100	14 133
Activités financières												
Intermédiation financière	1.2	11.0	6.8	18.6	3.4	33.1	5.5	12.4	3.6	4.2	100	73 905
Assurances	7.2	19.7	4.4	13.9	9.7	8.2	4.5	22.1	4.7	5.5	100	17 983
Auxiliaires financiers et d'assurance	0.2	11.7	3.6	2.4	4.0	61.5	0.9	12.6	2.3	0.8	100	36 325
Activités immobilières												
Promotion et gestion immobilière	0.0	0.0	0.0	3.4	0.0	0.0	95.8	0.0	0.1	0.6	100	13 853
Location immobilière	0.0	10.1	0.5	28.8	3.1	8.7	7.7	22.9	7.9	10.2	100	54 915
Services aux entreprises												
Télécommunication, poste et courrier	0.1	7.0	1.5	13.9	1.0	13.9	2.0	45.9	4.8	9.9	100	44 631
Activités informatiques	0.0	18.7	3.1	10.2	2.3	20.3	4.3	34.8	1.5	4.9	100	39 619
Services professionnels	2.6	20.3	4.4	9.9	2.8	11.0	4.9	26.6	5.2	12.1	100	54 142
Administration d'entreprise	0.0	21.2	6.1	19.3	3.8	0.0	3.2	40.4	3.9	2.0	100	44 313
Publicité et études de marché	0.0	39.6	1.2	13.6	2.6	4.6	0.6	30.0	5.1	2.8	100	30 060
Architecture, ingénierie et contrôle	0.1	14.0	13.2	2.9	1.4	4.4	9.9	45.1	3.2	5.7	100	34 446
Location sans opérateur	3.2	24.1	11.3	9.5	8.5	0.6	1.1	34.5	2.7	4.5	100	25 766
Sélection et fourniture de personnel	0.6	42.4	20.3	8.6	7.6	1.7	0.5	10.4	2.1	5.9	100	31 337
Sécurité, nettoyage et services divers	0.1	15.6	3.7	16.5	4.4	11.4	3.3	29.4	3.7	12.0	100	113 678
Assainissement et gestion de déchet	0.3	20.7	3.7	8.6	1.7	0.5	8.6	36.8	2.8	16.3	100	18 897
Recherche et développement marchands	1.3	73.2	0.5	0.0	0.1	0.0	0.0	20.0	0.1	4.8	100	26 078
Services aux particuliers												
Hotels et restaurants	0.1	13.6	1.1	23.6	5.7	2.9	4.0	21.9	14.2	13.0	100	23 739
Activités audiovisuelles	0.0	9.2	0.5	2.9	0.6	0.0	10.8	23.2	52.2	0.6	100	10 374
Autres activités récréatifs et culturelles	0.0	6.5	0.1	0.6	0.6	0.0	0.6	4.3	70.3	17.1	100	5 080
Services personnels	0.0	12.4	1.2	4.2	5.1	0.0	7.9	11.4	49.5	8.4	100	2 903
Services domestiques	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	100.0	0.0	0.0	0.0	100	774
Total des services consommés	0.7	18.6	4.5	14.3	7.2	11.7	5.5	24.8	5.3	7.2	100	779 536
Total des biens et services consommés	2.7	40.6	8.1	9.3	4.8	5.7	3.0	14.1	4.8	6.9	100	1 752 256

Source : INSEE Comptes annuels, Tableau des entrées intermédiaires, niveau 118

Lecture du tableau : La branche de l'agriculture achète 0,1% des services des transports ferroviaires utilisées à titre de consommation intermédiaire

**Part des exportations françaises de services
dans celles de la zone euro à 10 non consolidée ***



* Allemagne, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Finlande

Source : Eurostat

© Coe-Rexecode

Les exportations françaises des services perdent des parts de marché par rapport aux exportations européennes

Depuis le début des années 1990, les exportations françaises de services perdent des parts de marché relativement à celles effectuées par l'ensemble des pays de la zone euro. D'après les données publiées par Eurostat, la part des exportations françaises de services dans celles de la zone euro non consolidée (sans le Luxembourg et la Belgique) a perdu 6,5 points entre 1998 et 2009, passant de 21,7 % à 15,2 %.

Les trois principaux postes d'exportations de services de la France ont perdu des parts des marchés. Les revenus issus du tourisme étranger et des voyages d'affaires en France (i.e. les exportations de services de voyages) sont les services français les plus exportés. En 2009, ceux-ci représentent 34,9 milliards d'euros, soit 1,8 points de PIB. La part de marché des exportations de voyages de la France dans les exportations de la zone euro de ce type de services était stable jusqu'en 2004. Elle a reculé depuis. En 2004, les exportations françaises de voyages représentaient 21,9 % des exportations de voyages de la zone euro, elles n'en représentent plus que 20,3 % en 2009.

La part de marché des exportations françaises de services de transports, de services informatiques et autres services aux entreprises recule continuellement depuis 1998. Entre 1998 et 2009, la part de marché des exportations de services de transports a diminué de 5,4 points pour ressortir à 17,5 %. Sur la même période, celle des exportations de services informatiques et autres services aux entreprises a perdu 12,3 points. Elle est désormais de 10 %. Les exportations de transports et de services informatiques et autres services aux entreprises représentent en 2009, 46,7 % des exportations de services de la France (soit 2,5 points de PIB).

Cette baisse continue des parts de marchés des plus importants postes français d'exportations de services traduit la plus faible progression des exportations françaises relativement à la zone euro. Sur la période 1998-2009, les exportations de services de la France ont progressé de 2,5 % par an, et de 5,9 % pour la zone euro. Les exportations allemandes de services ont progressé de 7,3 % par an. Elles représentent désormais 6,9 % du PIB allemand. Elles sont d'un peu plus de 5 % du PIB français en 2009.

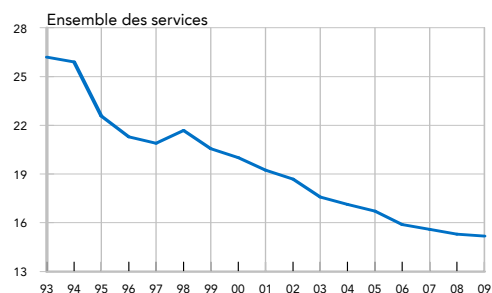
Exportations françaises de services

	Niveau (milliards d'euros) 2009*	Montant en % du PIB				Evolution (en %) 2009*/2008
		1995	2000	2005	2009*	
Ensemble des services	100.8	5.4	6.1	5.7	5.3	-9.7
Transports	23.0	1.3	1.4	1.3	1.2	-17.6
Voyages	34.9	1.8	2.3	2.1	1.8	-7.6
Communications	3.3	0.0	0.1	0.2	0.2	8.1
Construction	5.0	0.2	0.2	0.2	0.3	10.2
Ensemble des services financiers, d'assurances	1.9	0.3	0.2	0.1	0.1	9.6
Services informatiques et autres services aux entreprises	24.1	1.2	1.5	1.5	1.3	-11.5
Redevances et droits de licences	6.6	0.1	0.2	0.3	0.3	-6.1

* les données d'exportations des services de 2009 sont provisoires

Source: Eurostat

Part des exportations françaises de services dans celles de la zone euro à 10 non consolidée *



* Allemagne, Grèce, Espagne, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Finlande

Source : Eurostat

© Coe-Rexecode

1. TENDANCES CONJONCTURELLES

- Statistiques sur la valeur ajoutée, l'emploi, les salaires, les taux de marge, les frais de personnel, les coûts salariaux unitaires : comptes trimestriels détaillés (Insee)

http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous_theme=5

- Climat des affaires dans les services : l'enquête de l'Insee retient le champ des services immobiliers, des services aux entreprises et des services aux particuliers, l'enquête PMI retient un champ élargi avec la prise en compte des services financiers et des transports (statistiques non publiques pour l'enquête PMI).

<http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=12&type=0>

- Indice des chiffres d'affaires (Insee) :

<http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=44&type=0>

<http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=45&type=0>

- Indice des prix à la consommation (Insee)

<http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=29&type=1>

- Indice des prix de ventes de services aux entreprises

<http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=50&type=0>

- Créations d'entreprises

<http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=20&type=0>

-Défaillances d'entreprises

<http://www.insee.fr/fr/themes/indicateur.asp?id=21&type=0>

- Statistiques sur la Balance des paiements : Banque de France

http://www.banque-france.fr/fr/stat_conjoncture/series/bdp/html/bdp.htm

2. TENDANCES STRUCTURELLES

- Statistiques sur la valeur ajoutée, l'emploi intérieur, la consommation privée, l'investissement et les consommations intermédiaires : comptes annuels (Insee)

http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=16&sous_theme=1

